

*l'Anti*capitaliste

N°127 | JUILLET 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



PALESTINE VIVRA, PALESTINE VAINCRA !



INSTABILITÉ ET RÉACTION : IL FAUT INVERSER LA VAPEUR



LE CLIMAT, LA VIE, NOS VIES, PAS LE PROFIT !



POLICE, ARMÉE ET EXTRÊME DROITE : LE SOCLE DE L'ÉTAT D'EXCEPTION QUI VIENT

Sommaire

ÉDITORIAL

Manu Bichindaritz Avec Philippe Poutou, candidat anticapitaliste et révolutionnaire, en 2022 on sera là ! **P3**

PREMIER PLAN

Mimosa Effe et Antoine Larrache Instabilité et réaction : il faut inverser la vapeur **P4**

Commission nationale écologie du NPA Le climat, la vie, nos vies, pas le profit ! **P6**

Hélène Marra Deux siècles de transformisme à l'italienne **P8**

Harry Smith

Police, armée et extrême droite : le socle de l'État d'exception qui vient **P11**

A. Sartzekis Grèce : deux ans d'ultra-libéralisme et de répression généralisée **P14**

Luca Sabatini Effets d'annonce et projet impérialiste, Biden, *business as usual* ! **P17**

DOSSIER

Julien Salingue Palestine vivra, Palestine vaincra ! **P21**

Nicolas Dot-Pouillard Tremblement de terre pour le mouvement national palestinien **P22**

Julien Salingue Du sionisme des origines à l'apartheid **P25**

B'Tselem Les PalestinienEs d'Israël face à l'apartheid **P29**

Jonathan Ofir Doit-on se réjouir de l'arrivée de Naftali Bennett au pouvoir en Israël ? **P31**

Palestinian BDS National Committee

Un an d'actions collectives et de succès pour la campagne BDS **P34**

FOCUS

13e université d'été du NPA **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une : © Wikicommons



Marche des fiertés 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard	
Revue + Hebdo	25euros par trimestre
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires	
Revue + Hebdo	19euros par trimestre

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Avec Philippe Poutou, candidat anticapitaliste et révolutionnaire, en 2022 on sera là !

PAR MANU BICHINDARITZ

En prenant fin juin la décision de présenter la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle, le NPA n'a pas décidé d'agir par habitude... Au contraire, il s'agit de prendre la mesure des enjeux d'une situation lourde de dangers et d'aider à ce que notre camp social franchisse une étape dans son organisation tout en avançant les éléments d'une rupture anticapitaliste plus qu'urgente, en particulier après un an et demi de crise sanitaire.

« Tous les niveaux de crises — sanitaire, écologique, économique, sociale, démocratique — se conjuguent pour produire un sombre bilan pour le capitalisme. Cela ne peut plus durer ! Ce n'est pas seulement le NPA qui le dit mais des millions d'exploités et d'opprimés qui défendent leurs droits les plus élémentaires dans différentes parties du monde. » Ces mots qui concluent l'introduction de la déclaration de la conférence nationale du NPA lançant la campagne de Philippe Poutou, veulent exprimer le ressenti de beaucoup parmi nous, en particulier ces derniers mois.

À elle seule, la séquence ouverte par l'apparition du Covid-19 en Asie apparaît comme un concentré du pouvoir de nuisance d'un système qui nous mène partout droit dans le mur. Là-bas, comme pour les pandémies précédentes, ce dernier virus est lui aussi né dans des environnements naturels détraqués, agressés, par un productivisme capitaliste sans limite qui détruit les écosystèmes favorisant le passage d'un pathogène de l'animal à l'humain. Ici, après des années d'attaques contre le système hospitalier et un service public de santé asphyxié, le pouvoir actuel a prouvé son incurie, mentant sur l'affaire des masques, développant ses mesures constamment à contretemps, jusqu'à une campagne vaccinale lancée trop tardivement, trop lentement et avec toutes les pesanteurs des intérêts privés. Dans ce cadre, comment peuvent-ils justifier le maintien des brevets sur les vaccins — dont la levée serait une mesure d'urgence de santé publique — sinon par le profit des seuls actionnaires des grands laboratoires pharmaceutiques ? Pas étonnant donc que la richesse des seuls milliardaires français ait augmenté de 68 % depuis le début de l'année dernière, et que les entreprises du CAC 40 aient versé 51 milliards d'euros à leurs actionnaires, soit une augmentation de 22% des dividendes !

C'est d'abord pour porter l'urgence de rompre avec un tel système générateur d'inégalités dans toute la société que nous devons être en campagne. Pas de ripolinage verdâtre ou rosâtre possible, nous avons besoin « d'avancer vers une société qui organise la production et les rapports sociaux en fonction des besoins sociaux et des nécessités écologiques, qu'on l'appelle écosocialiste, communiste ou autogestionnaire. » Pour cela, mettre en discussion un programme de rupture pour répondre aux besoins du plus grand nombre, exprimer la nécessité de construire les mobilisations qui seules peuvent rendre possible ce qui semble impossible

mais nécessaire, et tracer la voie d'un autre monde libéré de l'exploitation et des oppressions.

Car si d'autres possibles que la régression capitaliste n'apparaissent pas dans le cadre de cette campagne, c'est la colère nourrie du désespoir qui va dominer les esprits et qui peut conduire aux pires dangers incarnés par l'extrême droite de Marine Le Pen. La concurrence généralisée, la valorisation de la réussite individuelle, l'autoritarisme exacerbé et les divisions suscitées et entretenues (en particulier sur le terrain du racisme et de l'islamophobie), autant de marqueurs politiques du pouvoir macroniste qui ne peuvent trouver leur aboutissement que dans les perspectives du RN si on ne les arrête pas... D'où la nécessité de se servir de cette campagne pour construire des fronts de résistance à l'extrême-droitisation du champ politique, contre les idées réactionnaires et de développer les mobilisations unitaires les plus larges contre l'extrême droite.

À nous seuls, nous n'avons bien entendu pas la prétention d'incarner ces possibles, y compris même dans cette échéance électorale, mais nous avons notre contribution à y apporter, nos nécessités à y faire entendre. En particulier, la question de « prendre nos affaires en main » gagne en acuité. S'auto-organiser pour nos luttes, bien entendu, mais au-delà nous rassembler, nous organiser.

Pour cela, nous avons besoin d'une nouvelle représentation des opprimés et des exploités, de construire une force politique qui représente les intérêts de l'ensemble de notre camp social, un parti pour la rupture révolutionnaire qui s'adresse à toutes les anticapitalistes, à toutes celles et ceux qui subissent cet ordre social et veulent agir pour le renverser. Avancer la nécessité d'avoir un cadre collectif organisé, un parti qui soit un véritable processus s'inscrivant dans la période dans laquelle nous voulons agir, bien éloigné du dogmatisme parfois rassurant mais hors sol d'une certaine extrême gauche et plus encore de la figure d'un sauveur suprême qui existe souvent à gauche, même chez les plus « insoumis »...

C'est peut-être l'ultime exigence que nous voulons poser aux yeux de toutes et tous, à travers la campagne de Philippe Poutou, qui doit être celle de tout le NPA, et au-delà ouverte à toutes celles et ceux qui se revendiquent des mêmes combats sociaux que nous. □

Instabilité et réaction : il faut inverser la vapeur

PAR MIMOSA EFFE ET ANTOINE LARRACHE

Alors que nous arrivons à la fin du mandat d'Emmanuel Macron et que nous nous avançons à grand pas vers l'élection présidentielle, la crise du Covid et ses retombées politiques et économiques continuent de marquer la situation politique dont les élections régionales viennent de nous confirmer les éléments structurants.

Si les mesures de restriction sont peu à peu levées, en particulier le couvre-feu avec lequel nous avons vécu presque dix mois, nous sommes loin de la sortie. En effet, le variant delta fait des ravages dans certains pays comme l'État Espagnol ou le Portugal et, avec le faible taux de vaccination en France – seulement 50 % de la population a reçu une première dose – on peut craindre une nouvelle flambée de l'épidémie. Mais, quatrième vague ou non, les conséquences de l'épidémie vont être durables. La première est l'approfondissement de la crise économique mondiale. Selon Oxfam, c'est un demi-million de personnes dans le monde qui souffrent de famine, soit six fois plus qu'en 2019, et 155 millions de personnes en situation de crise alimentaire, soit une augmentation de vingt millions¹. L'isolement social, le repli sur la cellule familiale et la difficulté de maintenir des formes d'organisation collective auront là aussi des conséquences sur la conscience de classe à une échelle de masse. Enfin, l'état d'urgence sanitaire aura permis un renforcement de l'État fort, un tournant autoritaire dont la loi dite « séparatisme » est une illustration.

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES COMME RÉVÉLATEUR

Le résultat des élections régionales est un des baromètres de la situation politique en France. Il nous montre une déroute de La République en Marche à moins d'un an de l'élection présidentielle. Le gouvernement, par sa gestion dramatique de la crise mais aussi après le mouvement des retraites et des Gilets jaunes, se retrouve fortement délégitimé. Cette crise de légitimité ne se concrétise pas par un mouvement de masse, ou par une alternative

électorale. Les scores du RN sont plus bas que ce qu'on pouvait craindre, mais ils restent très élevés, compte tenu notamment de l'abstention, et l'on continue d'assister à une montée réactionnaire qui n'est pas uniquement incarnée par l'extrême droite traditionnelle. Effectivement la porosité entre les partis dits « républicains » et le RN est presque devenu un lieu commun, tandis que des groupes violents se construisent autour du RN.

Dans le même temps, l'abstention a atteint un nouveau record, avec 65 à 67 %, entre régionales, départementales, premier et second tour. La grande majorité des gens ne votent plus. Ce constat montre encore une fois le peu de légitimité des partis institutionnels. La défiance envers l'État et les politiques continue de s'accroître comme l'avait montré l'irruption des Gilets jaunes. Cependant, les révolutionnaires auraient tort de voir dans l'abstention un signe strictement positif car le problème numéro un face à une offensive réactionnaire sans précédent est l'absence d'une quelconque alternative.

Pourtant, il ne se passe pas rien, des mobilisations existent et peuvent même prendre un caractère très radical dont il faut se réjouir : pour la Palestine, ou les mobilisations LGBTI qui ont vu cette année un véritable renouveau, etc. Mais l'ensemble de ces mobilisations se font à côté du mouvement ouvrier, qui lui continue de ne pas réussir à rendre les coups. Ce sont des fractions de la classe qui s'organisent, qui se mobilisent, mais sans que le reste de la classe suive. C'est un signe de l'incapacité de la classe ouvrière à se constituer en force politique, ce qui pour nous les révolutionnaires est le problème déterminant actuellement. En effet, non seulement cela pèse concrètement sur la conscience

et le rapport de forces entre les classes, mais cela empêche, à une échelle de masse, les décantations entre les différentes orientations dans le mouvement ouvrier.

L'ÉCHEC DE LA GAUCHE RÉFORMISTE

La gauche institutionnelle est incapable de construire l'alternative au Macron-Le Pen dont la grande majorité des travailleurs/ses ne veulent pas. La bataille, très dure, pour l'hégémonie à gauche a affaibli La France insoumise qui depuis 2017 était en position de force. Mais la faiblesse des mobilisations et le tournant réactionnaire l'ont fortement impactée et elle n'a pas pu se maintenir au deuxième tour des régionales. C'est au contraire la gauche la plus institutionnelle qui est en train de se reconstruire, que ce soit le PS ou EELV, alors que le PCF tente de coller à l'air du temps – réactionnaire, avec les sorties de Roussel comme sa présence à la manif des syndicats de police ou le refus de signer l'appel à manifester le 12 juin. Ce glissement du PCF vers la réaction, même s'il n'est pas inédit dans son histoire, ne peut pas réjouir alors que l'hypothèse d'une victoire de l'extrême droite voire du fascisme n'a jamais semblé si actuelle.

Tout l'échiquier politique continue de se déplacer vers la droite, avec un RN contesté par les groupuscules nazis, par Zemmour, une droite institutionnelle qui colle à ses orientations, une gauche où PS et EELV prennent le dessus sur la FI et la grande faiblesse de l'extrême gauche, même si LO, en se présentant aux régionales, a pu capter 300 000 voix.

Les éléments de crise politique, de crise de représentation de la bourgeoisie avec la fragilité de LREM sont maintenus, tandis que la crise de

représentation du prolétariat est plus forte que jamais. Cela laisse la porte ouverte à des basculements, des recompositions, des accélérations concernant les mobilisations, les représentations politiques ou les secteurs dirigeants du pouvoir. Mais force est de constater que, dans le contexte de crise globale du capitalisme, ce sont les secteurs les plus autoritaires, l'extrême droite politique comme les couches de l'appareil d'État que sont la police, l'armée et même une frange des hauts fonctionnaires, ainsi que certains secteurs de la bourgeoisie (voir article page 11 dans ce numéro) qui se renforcent.

OÙ VA MACRON ?

Dans ce contexte, le pouvoir bonapartiste de Macron, devenu président en bénéficiant de l'usure de LR et du PS, partis traditionnels de gestion des affaires de la bourgeoisie est en équilibre précaire. Il est maintenant haï par l'immense majorité des classes populaires et se positionne plus que jamais comme élément de stabilité face à l'extrême droite. Les élections régionales ont montré une fois de plus à quel point sa base sociale est réduite. Son optique sera certainement de tenter de l'élargir dans la prochaine période car, si l'élection présidentielle est risquée pour lui, les législatives pourraient bien se solder par un fiasco qui déséquilibrerait encore davantage le système. Pour se renforcer, il n'a pas d'autre choix que de tenter de renforcer la posture bonapartiste, en prouvant qu'il est capable de réprimer, de fournir une réponse autoritaire et raciste, tout en lâchant des miettes aux couches supérieures du salariat avec, on l'a vu, de petites augmentations de revenus pour les fonctionnaires de catégorie C. Concernant les retraites, le gouvernement ne semble pas avoir fait son choix entre la confrontation avec le monde du travail et le report de la réforme, ce qui est bien symptomatique de sa difficulté de positionnement à 8 mois du premier tour de la présidentielle. Mais, évidemment, rien n'est envisagé pour les couches les plus populaires, pour l'emploi, le temps de travail, sans parler de mesures qui s'opposeraient aux capitalistes.



Manifestation contre les idées d'extrême droite. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

L'URGENCE D'UNE ALTERNATIVE, LA PLACE DE LA CAMPAGNE POUTOU

Il est difficile de prévoir comment se passera l'année, comment se déroulera l'élection présidentielle. Mais les éléments structurants sont nets : poussée réactionnaire, faiblesse de la gauche, instabilité partout. Dans ce contexte, le NPA a fait le choix d'être présent à l'élection présidentielle pour défendre deux axes fondamentaux.

Le premier axe est la reconstruction du mouvement ouvrier, une politique pour l'unité d'action sur tous les terrains, contre l'autoritarisme et l'extrême droite, contre les politiques racistes, pour l'égalité, pour l'emploi et l'ensemble des intérêts immédiats du monde du travail et plus largement, notamment pour ce qui concerne les crises écologique, économique et sanitaire. C'est la réponse fondamentale à la faiblesse de la gauche, du mouvement ouvrier, au recul de la conscience de classe. De ce point de vue, cette année, dans le contexte de crise politique, nous devons œuvrer à ce que les mobilisations s'attaquent au pouvoir, à la classe dominante, c'est-à-dire autant aux capitalistes qu'à leur personnel politique. Macron et ses ministres sont la forme politique du pouvoir bourgeois, les dégager ou sinon les affaiblir, par le rapport de force social, est un chemin fondamental pour la reconstruction du prolétariat en classe.

Le second axe de la campagne Poutou sera de contribuer à bousculer le jeu politique classique pour affirmer la possibilité d'une alternative de

rupture. D'une part, percuter le duel Macron - Le Pen, qui est un vrai choix pour la classe dominante entre la fuite en avant fascisante et l'autoritarisme ultralibéral, mais en aucun cas une solution pour les classes populaires. D'autre part, percuter la dispute à gauche entre les différentes versions d'une gauche institutionnelle qui a failli. En effet, si nous nous retrouvons avec les militantEs du PC et de La France insoumise dans les mobilisations, contrairement à ce qui reste du PS, leur rapport aux institutions est de fait – bien qu'à des niveaux différents – en décalage avec la nécessité de construire le rapport de forces, l'unité dans l'action, sans parler d'une véritable rupture avec le système.

La campagne Poutou veut incarner la possibilité d'irruption du prolétariat sur la scène politique avec une orientation indépendante : que les Gilets jaunes, les LGBTI mobiliséEs pour la PMA, les jeunes de quartiers populaires, les ouvriers en lutte pour leur emploi, toutes celles et ceux se reconnaissant dans cet ouvrier licencié qui n'a rien à voir avec les politiciens installés, s'approprient la nécessité de renverser le capitalisme, de participer à une révolution sociale qui change tous les rapports sociaux pour construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions. □

1. https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/07/09/coronavirus-climat-conflits-la-faim-dans-le-monde-progresse-a-nouveau-selon-l-ong-oxfam_6087646_3244.html

Le climat, la vie, nos vies, pas le profit !

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE DU NPA

La 26^e COP sur le Climat se réunira du 1^{er} au 12 novembre. Les représentantEs des gouvernements et institutions internationales feront de belles déclarations pour sauver le climat. Mais les véritables héros et héroïnes de la lutte contre le dérèglement climatique, ce ne sont pas les dirigeantEs des pays et des groupes capitalistes qui se sont réunis à Glasgow, dont la majorité a une responsabilité directe dans le désastre climatique imminent qui menace l'humanité. Ce sont les centaines de militantEs, de représentantEs des peuples indigènes qui défendent la terre et l'environnement contre les projets extractivistes et destructeurs et qui ont été arrêtéEs, harceléEs, torturéEs voire assassinéEs en Colombie, aux Philippines, au Brésil, au Honduras, en Inde, au Kenya, au Maroc, en Égypte ou au Nicaragua... par ou avec la complicité de ceux qui iront parader devant les caméras.

Les peuples, les femmes, les jeunes qui s'opposent à la destruction de la forêt, à l'accaparement des terres, à l'appropriation de l'eau, à la pollution de l'air et des sols, que ce soit à cause de l'industrie minière ou à cause de l'agriculture et l'élevage industriels, agissent pour l'humanité entière contre le changement climatique et pour sauver la biodiversité en affrontant les multinationales et les États.

LE GRAND DÉFI ENVIRONNEMENTAL

Malgré toutes les conférences et accords internationaux des dernières décennies, les processus de dévastation des conditions qui rendent la vie possible sur la planète Terre, continuent d'avancer à un rythme accéléré : réduction incessante de la diversité biologique, dynamique de la déforestation, pollution de l'air, de l'eau et des terres, surpêche et monocultures transgéniques, réchauffement climatique... Il reste très peu de temps pour éviter des transformations non seulement catastrophiques mais irréversibles.

OÙ EN EST LE CLIMAT ?

Le ralentissement de l'économie a fait baisser les émissions de CO₂ (jusqu'à - 17 % certains jours et entre 4,2 et 7,5 % sur l'année 2020), mais n'a pas empêché l'année 2020 d'être la plus chaude jamais enregistrée avec 1,25 °C au-dessus de la période pré-industrielle. Surtout, il n'a pas réduit la concentration de CO₂ dans

l'atmosphère – qui est le résultat cumulé des émissions passées et présentes. Bien que les émissions de 2020 aient été inférieures à celles de 2019, elles sont toujours bien supérieures à ce que les puits de carbone (terre et mer) peuvent absorber. On estime qu'environ 45 % des émissions finissent dans l'atmosphère. Par conséquent, la concentration de CO₂ dans l'atmosphère devrait augmenter d'environ 2,5 parties par million d'ici 2020. Les limites de l'accord de Paris de 2015 (augmentation de la température de 1,5 °C) sont toujours menacées et ne pourront être atteintes au début des années 2030 sans changement profond dans l'économie mondiale et le métabolisme de la société humaine et de la planète.

Les catastrophes sont déjà là – fonte de la banquise, canicules exceptionnelles, ouragans, inondations, mégafeux... – mais le pire est à venir et le bouleversement de nos vies par la pandémie n'en est qu'un maigre aperçu. Il n'y a pas le temps pour des demi-mesures, il faut agir immédiatement et radicalement en respectant la justice sociale et climatique.

LE COVID-19 ANNONCE LES CRISES ÉCOLOGIQUES À VENIR ET MET EN ACCUSATION LE SYSTÈME

La pandémie de Covid-19 a tué plus de trois millions de personnes, profondément perturbé nos vies, exacerbé les inégalités sociales Nord-Sud et à l'intérieur des pays, dans l'accès aux soins et aux

vaccins comme dans la possibilité de se protéger ; elle a aggravé le chômage et la pauvreté, exposé et épuisé toutes celles qui prennent soin, soignent, nourrissent, nettoient, éduquent. Du côté des gouvernements, alors que leurs politiques de destruction des services publics de santé n'ont laissé d'autre choix que la mise à l'arrêt de toute vie sociale, ils en ont profité pour renforcer les politiques autoritaires et la répression. Quant aux groupes capitalistes, en particulier les industries du numérique et pharmaceutiques, leurs profits ont explosé.

IL N'Y A PAS À CHOISIR ENTRE COMBATTRE LA PANDÉMIE ET SAUVER LE CLIMAT

La maladie de la Covid, comme de nombreuses autres, passée d'animaux sauvages aux humains, met en lumière notre interdépendance avec la nature dont nous faisons partie. La façon dont nous habitons le monde est ravagée par la logique du profit du capitalisme qui génère l'industrie de la viande et ses élevages concentrationnaires, le trafic des espèces sauvages, les monocultures de l'agriculture industrielle, la déforestation et l'extractivisme qui détruisent les écosystèmes et favorisent les pandémies. Cette logique est aussi responsable de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, cause du changement climatique. À l'opposé des gouvernements qui cherchent à utiliser la crise sanitaire et ses implications économiques

et sociales pour reléguer la question environnementale et l'urgence climatique au second plan, nous soutenons l'appel à « un rétablissement juste », qui met la question environnementale et sociale au centre de toutes les politiques publiques.

QU'ATTENDRE DE LA COP26 ?

Les plus gros émetteurs de gaz à effet de serre – États-Unis, Union européenne et Chine – se déclarent tous d'accord pour viser la neutralité carbone, en 2050 pour les deux premiers, et en 2060 pour la Chine. Joe Biden signe le retour des États-Unis dans l'accord de Paris et organise un « sommet de la dernière chance », Xi Jinping déclare que la Chine commencera à baisser ses émissions de CO₂ avant 2030, l'Union européenne relève de 40 % à 55 % son objectif de réduction en 2030... Le blocage explicite des climato-négationnistes perd du terrain et les États sont appelés à « revoir à la hausse leurs ambitions ». Impossible effectivement d'ignorer le gouffre qui sépare l'objectif fixé lors de la COP21 en 2015 à Paris de « *maintenir le réchauffement bien au-dessous de 2 °C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle* » et les engagements actuels des États qui conduisent à un réchauffement de 3,3 °C d'ici la fin du siècle. Mais derrière les déclarations d'intention, se cachent toujours le cynisme des capitalistes et des gouvernements à leur service, et l'absence de toute décision réelle et radicale pour sortir des énergies fossiles.

LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050 : UNE FAUSSE BONNE NOUVELLE IMPÉRIALISTE ET PÉRILLEUSE

Zéro émission nette, cela ne signifie pas zéro émission. « Nette » signifie continuer les émissions, en poursuivant l'exploitation des énergies fossiles, et prétendre les annuler par des absorptions dites « émissions négatives » : technologies hasardeuses comme la capture-séquestration du CO₂ ; mécanismes faisant supporter au Sud global le poids de la compensation des GES émis par et pour les plus riches en expropriant les peuples de leurs terres et forêts, dans un néocolonialisme vert qui tourne le dos à la reconnaissance des responsabilités historiques des pays du Nord. L'intensification de l'extractivisme, justifié hypocritement par le besoin de matériaux pour ces technologies prétendument vertes, est une réelle menace.

VISER 2050, C'EST REFUSER D'AGIR DÈS MAINTENANT

C'est décider de laisser les gaz à effet de serre s'accumuler et réchauffer le climat. Pire, cette échéance éloignée laisse d'ici là la porte ouverte à un « dépassement temporaire » des 1,5 °C, compensé par un plus qu'hypothétique refroidissement. Quand bien même ce refroidissement serait possible, un tel pari fait fi des basculements irréversibles qui risquent d'être causés par le dépassement temporaire. Le GIEC

situe par exemple le point de bascule de la calotte glaciaire du Groenland entre 1,5 et 2 °C, si celui-ci est franchi aucun refroidissement à posteriori ne permettra de revenir en arrière.

Les négociations internationales restent préemptées par les grands groupes financiers et industriels et dominées par les impératifs capitalistes et impérialistes. On ne peut en attendre ni l'adoption de mesures à la hauteur de l'urgence ni le respect de la justice sociale et climatique à l'égard des pays du Sud et de leurs peuples. □

« La solution ne viendra pas de ces négociations, elle ne peut venir que des luttes des peuples »

(Greta Thunberg)

La COP26 doit être l'occasion de défier les dirigeants, de les discréditer en mettant à nu leurs mensonges, de les déstabiliser politiquement par la puissance de nos mobilisations, de reprendre le pouvoir en mettant en avant nos propres solutions pour la justice sociale et climatique.

Nos exigences doivent inclure :

- Des plans de réduction des émissions dans les différents secteurs : transport, bâtiment, énergie et agriculture, pour rester en dessous des 1,5 °C, avec l'implication directe des travailleuses et travailleurs concernés et des communautés impactées, de la conception à la réalisation de solutions alternatives.
- L'arrêt de la destruction des habitats, y compris la déforestation, l'assèchement des zones humides, les nouvelles activités de forage et d'exploitation minière et la pollution des océans.
- La fin de l'agriculture et de la pêche industrialisées et intensifiées. 60 % de la perte de biodiversité mondiale est directement due à l'agrobusiness et aux grandes pêcheries. Le secteur de l'élevage et de l'agriculture de l'Amazonie brésilienne, qui dépend du commerce international du bœuf et du cuir, est responsable d'environ 80 % de la déforestation dans la région, soit environ 14 % de la déforestation annuelle totale dans le monde.
- Le rejet de la privatisation du commun par le marché « vert ».
- La fin des « marchés humides » qui font le commerce d'animaux sauvages et d'espèces menacées.
- La souveraineté alimentaire et une forte réduction de la consommation de viande. Aujourd'hui, 70 milliards d'animaux sont abattus chaque année pour la consommation humaine. Ce chiffre devrait doubler d'ici 2050. L'élevage industriel consomme de vastes quantités de ressources (sols, énergie, produits agricoles) qui pourraient être utilisées (ou non), de manière beaucoup plus efficace, par la population humaine.
- L'inversion de la tendance à l'urbanisation, pour penser autrement l'occupation de l'espace.
- La réduction de la production matérielle et des transports inutiles.
- Une réduction massive des transports. La propagation rapide du virus est également due à un système de mobilité mondiale non durable. Pas de retour au transport aérien de masse.
- La lutte contre les technologies dangereuses (nucléaire, OGM, géo-ingénierie, bioénergie avec captage et stockage de dioxyde de carbone BECCS).
- Un passage complet aux énergies renouvelables : éolienne, solaire, marémotrice et géothermique, sans composante nucléaire.
- La fin des mécanismes de compensation et le respect des peuples du Sud global et en particulier les peuples indigènes.

Sauvons le climat des 99 %, au 1 % de payer !

Deux siècles de transformisme à l'italienne

PAR HÉLÈNE MARRA

Les défaillances et les secrets d'État, la plaie des mafias, la corruption généralisée et le fossé systémique entre le Nord et le Sud font de l'Italie une sorte de laboratoire politique européen.

La géographie du vote de mars 2018 confirme la persistance de cette anomalie avec un Sud qui plébiscite le *Movimento 5 Stelle* (M5S) et un Nord où triomphent la Lega de Matteo Salvini et le centre-droit, tandis que le Parti Démocrate perd son électorat même dans les régions traditionnellement rouges¹.

Compromis historique, Penta Parti², coalitions entre la droite et la gauche parlementaire : depuis deux siècles, une trame insaisissable d'alliances continue à se tisser dans l'indifférence des besoins exprimés par les masses populaires du pays. Le risque, en Italie comme ailleurs, est celui d'un effondrement du système sans que les travailleurs et les travailleuses aient pu construire une réelle alternative politique pour remplacer la démocratie bourgeoise.

L'amplification du sentiment de désaffection que les classes populaires ressentent de plus en plus à l'égard des institutions de la démocratie représentative peut en partie être attribuée aux stratégies et pratiques politiques associées au concept de « transformisme ». Pour Antonio Gramsci, le transformisme implique « l'élaboration d'une classe dirigeante toujours plus large [...] obtenue par des méthodes variées mais efficaces, des éléments actifs issus des groupes alliés, et même des groupes adverses qu'on aurait crus des ennemis irréconciliables³ ».

Le transformisme a comme objectif principal d'assurer la direction politique à travers l'absorption des élites des groupes ennemis qui se retrouvent anéantis et domestiqués par le biais du

jeu des alliances.

Cela explique la façon dont s'est produite la dynamique du *Risorgimento*⁴ italien en tant que « révolution sans révolution » n'impliquant donc pas un soulèvement ni une modification réelle des conditions d'existence des masses paysannes, notamment dans le Sud de l'Italie.

L'hégémonie consiste précisément dans la construction et l'exercice d'une direction politique, intellectuelle et morale. En Italie, c'est grâce au transformisme que l'hégémonie des « modérés » a été construite et s'est maintenue dans le temps.

Celui-ci ne se réduit pas aux pratiques politiques d'une gauche pervertie aux idéaux de la droite, il est le signe de l'hégémonie d'une fraction conservatrice de la bourgeoisie qui « dirige », même quand elle ne « domine » pas, même quand c'est la fraction progressiste qui est au pouvoir.

LA GENÈSE DE LA LIGUE DU NORD

L'hégémonie de la fraction conservatrice s'explique notamment par la nature compacte de la bourgeoisie industrielle du Nord de l'Italie. Cela peut expliquer également le succès obtenu par La Ligue du Nord, le parti le plus ancien de l'actuelle majorité de gouvernement, ayant survécu à la crise du début des années 1990 entraînée par le procès « les mains propres » qui avait balayé la quasi-totalité de la classe dirigeante de l'époque (constituée notamment par la Démocratie Chrétienne et le Parti Socialiste Italien).

L'émergence de la Ligue du Nord peut donc être interprétée comme une

réponse à la crise des partis traditionnels et du vide, représentatif, politique et culturel, qu'ils ont laissé. Sa genèse est intimement liée aux visions délirantes de son créateur, Umberto Bossi. En 1979, séduit par le programme autonomiste du Val d'Aoste et inspiré par la nouvelle Ligue vénète, Bossi fonde l'Union nord-occidentale lombarde, puis, en 1982, la Ligue autonomiste lombarde. Son idéologie résulte d'un étrange remix mêlant les fédéralismes italien, suisse et étatsunien, la défense du dialecte et les références à Rousseau, Kant ou encore Proudhon.

À la fin des années 1980, la Ligue du Nord puise dans le répertoire de la tradition, aussi bien réelle qu'imaginée, pour construire une nouvelle entité culturelle : « la Padania ». Unissant les régions riches de la plaine du Pô, cette communauté artificielle est bâtie sur l'idée de la supériorité économique du Nord face au Sud. Son socle théorique repose en effet sur la division stéréotypée entre deux identités culturelles et sociales : d'un côté, l'industriel laborieux du Nord et, de l'autre côté, le *terrone* (proche de la terre, paysan) paresseux du Sud vivant avec peu de choses et ne disposant pas de la propriété des moyens de production. Le projet d'autonomie fédérale de la Padania, qui se construit en parallèle au développement de l'Union européenne, assume alors les traits racistes d'une négation du partage des richesses avec les populations du Sud.

Suite à une alliance fragile avec la coalition guidée par Forza Italia de Silvio Berlusconi, La Ligue du Nord accède au gouvernement dès 1994.



Beppe Grillo place San Giovanni le 23 mai 2014. © Livioandronico2013 / Wikicommons

Elle déprofessionnalise le langage de la politique en employant un ton décontracté aux accents parfois vulgaires (comment oublier les déclarations sur la dureté du phallus du peuple padane !). Cela lui permet de performer une proximité avec le peuple qui est en même temps assurée par l'entrée de catégories socioprofessionnelles qui sont généralement sous-représentées dans les institutions (petits entrepreneurs, commerçants ou artisans), ainsi que des jeunes des professions libérales qui contrebalancent la forte présence des cadres de la fonction publique⁵. Le tissu des petites unités industrielles et des travailleurs autonomes constitue en effet une particularité du capitalisme « familial » italien. Bossi devient donc le porte-parole de cette aire qui se sent économiquement forte mais politiquement marginale⁶.

La Ligue du Nord devient alors le lieu de rencontre et de rassemblement entre des catholiques intégristes, des ultra-libéraux et des sécessionnistes en quête de repères identitaires et culturels dans un monde globalisé.

LE TRANSFORMISME DE LA LIGUE DE SALVINI

C'est avec le leadership de Matteo Salvini, à partir de 2013, que s'accroît et se stabilise la droitisation du parti. La nouvelle stratégie de la Ligue (le Nord disparaît de son appellation) vise à affirmer le caractère identitaire, nationaliste et xénophobe afin d'élargir son implantation à tout le territoire national.

Inspirée par la mouvance néofasciste en sauce FN, La Ligue passe alors progressivement d'une idéologie euro-péiste et fédéraliste (les petits patrons du Nord avaient en effet profité de la dévalorisation de la lire et du passage à l'euro) vers une identité nationaliste et eurosceptique. À son accession à la tête du parti, Matteo Salvini avait qualifié la monnaie unique européenne de « crime contre l'humanité⁷ ».

Mais ce positionnement a vite été mis de côté. Suite au succès électoral des législatives de 2018, La Ligue se transforme, passe un accord avec le parti du comique Beppe Grillo puis se déguise en une composante « euro-responsable » de l'actuel gouvernement technique guidé par l'ex-numéro un de la Banque centrale européenne Mario Draghi.

Avec le pacte de gouvernement signé avec le M5S suite aux élections législatives, la Ligue négocie des lois racistes pour réserver les places en crèche aux Italiens et s'assure le contrôle des frontières.

Le cas de la Lega Nord illustre un processus de construction symbolique complexe d'un « peuple » (régional ou national) et de catégories « d'autres » polysémiques (le Sud, les immigrés, l'Europe) et variables en fonction des reconfigurations et enjeux politiques⁸. Tout en puisant dans les résidus polluants du fascisme, la Ligue passe de la défense d'une identité régionale et fédérale contre le gouvernement central de « Roma ladrona » (Rome la voleuse) à la célébration de l'identité nationale. L'extrême fluidité de son discours et de

son idéologie lui permet donc de se positionner en tant que nouvelle force de la droite italienne et d'étendre son influence à l'ensemble du territoire.

LE MOVIMENTO 5 STELLE, ALTER-ÉGO « PROGRESSISTE » DE LA LIGUE

Alter-égo « progressiste » de La Ligue pour certains, nouvelle Démocratie chrétienne pour d'autres, le Mouvement 5 étoiles est né quant à lui à partir du fort mouvement de déception à l'égard de la politique du centre-gauche italien et de l'effondrement du système de l'alternance.

Il s'agit d'une autre figure politique caméléon ayant engagé depuis quelques années un processus de normalisation. De la dénonciation de la « caste » et des appels criés au référendum pour la sortie de l'euro, le mouvement se place en tant que nouvel acteur de la stabilité de l'ordre capitaliste et bourgeois du pays. Des déclarations de refus catégorique de toute alliance avec les partis traditionnels, il ne reste plus grande chose. Dans le respect de la tradition du transformisme italien, le M5S est désormais prêt à tout type d'accord politique.

La genèse du M5S remonte aux débuts des années 2000 au moment où le comique Beppe Grillo se lance dans la création de collectifs locaux qui coordonnaient des rencontres citoyennes à travers le réseau social MeetUp.



Comme dans le cas de Bossi ou de Salvini, nous avons ici une figure qui est étrangère à la politique traditionnelle bien que connue par le grand public grâce à ses spectacles.

Le passage du petit écran à l'arène politique donne une certaine légitimité à Grillo qui met en place une stratégie numérique efficace lui permettant de simuler une connexion directe entre l'« hyperleader » et sa « superbase » de citoyens-internautes⁹. En 2005, Grillo lance son blog de contre-information géré par l'entreprise de Gianroberto Casaleggio, futurologue et co-fondateur du mouvement. En 2007, il organise le V-Day (où le V renvoie à la fois au célèbre « V pour Vendetta » mais aussi au « Vaffanculo Day »). Cet événement visait à récolter les signatures pour la loi d'initiative populaire « Parlement propre » afin de chasser les condamnés du Parlement.

Le mouvement se sert des dispositifs numériques pour construire son discours et s'imposer en tant que sujet politique antisystème. Encore une fois, il s'agit d'une rhétorique anticorruption qui se veut déconnectée des clivages politiques traditionnels. La stratégie du mouvement s'articule autour de la tension entre la création d'un contre-discours médiatique et politique et la libération de la parole du citoyen. L'offre de participation numérique du blog s'est ensuite progressivement déplacée vers une plateforme dédiée (Rousseau) toujours pilotée par la famille Casaleggio, le fils de l'entrepreneur, Davide Casaleggio, ayant repris la direction du projet suite au décès de son père en 2016. L'institutionnalisation du mouvement est allée de pair avec le processus de domestication de la participation des militants. Encadrés et soumis aux décisions et aux présélections du sommet, les formats de la « démocratie numérique » se réduisent à un « participationnisme » de principe. Les jeux sont normalement déjà faits quand on soumet les questions aux militants qui n'ont jamais contredit le ligne du chef. L'actuel conflit entre Grillo et l'ancien Premier ministre Giuseppe Conte a été une nouvelle fois l'occasion pour démontrer le caractère illusoire de la participation en ligne. Une commission de sept sages (choisis parmi les éluEs) sont appelés à évaluer

le nouveau statut, pour l'instant gardé secret, proposé par Conte. Suite à cette première phase de négociation au sommet, il sera organisé un vote sur Rousseau. La plateforme revêt au final un rôle périphérique vis-à-vis du cadre législatif officiel.

UNE CONTRE-RÉVOLUTION ?

Comme dans le cas de La Ligue, le peuple de Grillo est un sujet large com-

qui en détermine les valeurs et les logiques d'action et de collision avec les élites. Tout en se présentant comme de nouvelles formes partisans voulant rompre avec les idéologies des partis de masse, ils terminent en redonnant une légitimité au système agonisant de L'État néolibéral. Loin de constituer des forces oppositionnelles, ils participent d'une transformation qui est seulement apparente et finissent par accen-



Giorgia Meloni, Matteo Salvini et Silvio Berlusconi. © Presidenza della Repubblica / Wikicommons

posé par des « citoyens honnêtes », par des « intelligences collectives » capables de trouver des solutions aux maux de la société italienne ! Les structures socio-économiques et les conflits de classe s'aplatissent au profit d'un discours techno-déterministe où Internet est considéré comme une source directe de changement et d'émancipation. Le M5S prône l'entrée dans une ère post-idéologique où les partis et les corps intermédiaires sont remplacés par des groupes de citoyens actifs connectés au réseau. Cela rappellera à certains lecteurs et lectrices la propagande de la première heure du macronisme.

En intégrant un pôle conservateur et autoritaire avec une rhétorique « progressiste » qui prône une organisation horizontale et participative¹⁰, la franchise 5 étoiles fonctionne comme un accélérateur du processus de dépolitisation et de marchandisation des sociétés. La rhétorique fluide du Mouvement 5 étoiles et de la Ligue donne donc l'illusion que les intérêts des patrons peuvent être conciliés avec ceux du monde du travail. Les deux sujets politiques sont nés et se propagent dans le contexte de l'économie de marché

tuer l'éloignement et la désillusion des masses populaires de la politique. Effacées par une rhétorique mensongère et confrontées à des faux ennemis, celles-ci ne resteront pas longtemps silencieuses. □

1. CAVALLARO, Matteo, Giovanni DIAMANTI et Lorenzo PREGLIASCO (2018), Una nuova Italia, Dalla Comunicazione ai risultati, un'analisi delle elezioni del 4 marzo, Rome, Castelvecchi.

2. Force politique composé par les partis PSI, DC, PPI, Parti Républicain (PRI) et PSDI (Parti Socialiste Démocratique Italien) dans les années 90, NDLR.

3. Antonio Gramsci, Cahiers de prison, cahier 19, § 24, Gallimard, 1991, traduction de Claude Perrus et Pierre Laroche.

4. Processus d'unification de l'Italie dans la seconde moitié du 19e siècle, NDLR.

5. Barberis Corrado. 1992, La Classe politica municipale, Milan : Franco Angeli.

6. Diamanti Ilvo. 2003, Bianco, rosso, verde... Mappe e colori dell'Italia politica, Bologne : Il Mulino.

7. https://www.ansa.it/web/notizie/rubriche/politica/2013/12/15/Lega-Salvini-contro-euro-Crimine-contro-umanita_-9781968.html

8. Gilles Ivaldi et Maria Elisabetta Lanzone, « De l'usage politique du peuple Padano », Cahiers d'études romanes, 35 | 2017, 505-520.

9. Gerbaudo, P. (2019), The Digital Party. Political Organisation and Online Democracy, London, Pluto Press.

10. CARUSO, Loris (2017), « Digital capitalism, populism, and the end of politics. The case of the Italian Five-Star Movement », Politics & Society, 45(4) : 585-609.

Police, armée et extrême droite : le socle de l'État d'exception qui vient

PAR HARRY SMITH

Vote de 60% des policiers en faveur de Marine Le Pen, manifestation factieuse du 19 mai, tribune des militaires... Ces dernières semaines ont été marquées par plusieurs signes inquiétants de collusion entre des éléments de la police, de l'armée et l'extrême droite.

UNE PERMÉABILITÉ STRUCTURELLE

Il existe plusieurs paradoxes dans la relation entre les forces de répression (police/armée) et l'extrême droite. Historiquement, plus on monte dans les échelons et moins le poids de l'extrême droite est important. S'il y a toujours eu des hauts gradés voire des familles entières de militaires affiliés à l'extrême droite comme la famille De Cacqueray¹, la majorité de l'état-major se répartissait entre les deux champs politiques ayant géré la V^e République. Dans la police, cet élément se caractérise par la proximité des dirigeants des principaux syndicats, Unité SGP-FO et Alliance², avec les partis qui gèrent les institutions. Cet état-major accepte le cadre démocratique bourgeois et d'État de droit dans lequel il doit s'insérer, il n'entend pas le remettre en cause mais au contraire le protéger. Il faut des circonstances exceptionnelles pour que ce consensus soit brisé : armistice de juin 1940, guerre d'Algérie. Mais le principe

d'obéissance a aussi amené la police à se comporter de façon ignoble : collaboration aux arrestations de résistants et de juifs durant l'Occupation, répression sanglante des Algériens lors de la lutte pour l'indépendance.

Il faut noter néanmoins la persistance de courants d'extrême droite³ au lycée militaire de Saint-Cyr qui prépare aux concours des grandes écoles militaires (ESM, école navale, école de l'air, ENSTA Bretagne et ENSIM). Dans ce lycée qui a donc vocation à former les futurs cadres et officiers de l'armée, ce courant d'extrême droite, pouvant représenter jusqu'à 25 % des promos, se structure et se reproduit année après année avec comme clef de voute l'épuration des femmes et le racisme.

Au sein des gradés et de façon générale au sein des forces de l'ordre, avec des variations selon les corps, il semble qu'il ait toujours existé un courant d'extrême droite. Mais celui-ci ne s'organise pas en

tant que tel, ne rompt pas avec la discipline et donc l'État de droit.

Il y a des éléments matériels qui expliquent la continuité de cette proximité, le rôle social des forces de l'ordre dans le cadre de l'État bourgeois d'un pays capitaliste dominant. Sur le plan intérieur, les forces de l'ordre sont la garantie du maintien de l'ordre public, c'est-à-dire du bon fonctionnement capitaliste.

En droit français, les missions de police se subdivisent ainsi en deux catégories, les missions de police administrative, qui visent à prévenir les atteintes à l'ordre public, et celles de police judiciaire, qui visent au rétablissement de celui-ci et à la répression des auteurs des troubles. En principe, l'armée n'intervient pas pour maintenir l'ordre intérieur (mais il y a eu au fil du temps des exceptions importantes), cette mission est réservée à deux forces de police : la police proprement dite et la gendarmerie.

Les missions de police judiciaire représentent ainsi 40 % du travail de la gendarmerie et c'est ce qui reste l'aspect le plus marquant du travail pour les membres des forces de l'ordre comme pour les citoyens. Dans le cadre de leur travail, les forces de l'ordre sont donc directement confrontées à la misère sociale et à ses conséquences, qu'on leur demande de faire cesser par la répression lorsqu'elles rentrent en contradiction avec les normes légales. Elles sont ainsi chargées des tâches les plus diverses : expulsions locatives, contrôles d'identité, réception des plaignants, contrôle des manifestations, etc.

C'est donc la nature même de ce travail qui pousse les membres des forces de



Manifestation en soutien à la Palestine maintenue malgré son interdiction, à Paris le 15 mai 2021. La police s'apprête à charger la foule. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

l'ordre à entrer en conflit avec des fractions de la population qui subissent les conséquences sociales de l'organisation de la société en classes, notamment les jeunes et les travailleurs/ses. Cette opposition se décline de façon spécifique en raison de l'organisation raciale de la société sur laquelle nous reviendrons par la suite.

Il faut pourtant comprendre qu'il existe sur ce point une contradiction, car l'immense majorité des membres des forces de l'ordre, du moins de la troupe, sont, de par leur origine sociale mais aussi leurs conditions matérielles d'existence bien plus proches de ceux qu'ils sont amenés à réprimer que de ceux qui bénéficient du système dont ils assurent le maintien. La parcellisation des tâches, le respect du principe hiérarchique, le traitement technique des problèmes politiques sont autant de réponses qui sont mises en place pour que la solidarité de classe ne vienne pas entraver le rôle répressif des forces de l'ordre.

Sur le plan externe, c'est cette fois-ci le caractère colonial et impérialiste de l'État français qui impacte ces forces de l'ordre. En effet, nous n'oublions pas que la France est encore aujourd'hui un État colonial (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Mayotte, Kanaky...). Par ailleurs, la Françafrique n'a pas disparu. Or il n'est pas anodin que les missions de maintien de l'ordre dans les colonies soient assurées en grande partie par des troupes métropolitaines. Les gendarmes mobiles par exemple effectuent 50 % de leurs déplacements dans un engagement en outremer, chacun de ces déplacements durant au minimum 3 mois⁴.

La fréquence semble plus faible pour les militaires, hors gendarmerie mobile, mais varie largement selon les armées et surtout selon les métiers. Bien sûr *in fine* les décisions politiques qui guident la mise en œuvre des opérations extérieures visent au maintien des intérêts capitalistes français. Mais pour justifier ces missions en interne comme en externe auprès de l'opinion publique mais aussi auprès des militaires, ces missions d'intervention sont le plus souvent justifiées par la lutte contre la violence, le terrorisme, quant à celles conduites en Afrique ou dans d'autres territoires, pour assurer la paix, qu'elles soient menées unilatéralement par la France ou sous l'égide d'organismes internationaux.

Les conditions matérielles et les constructions idéologiques du métier des forces

de l'ordre les poussent à rechercher des solutions répressives aux problèmes sociaux et raciaux, avec un culte du chef, de la force physique, et donc une dimension profondément sexiste. Ces éléments conduisent à la perméabilité de ce dernier aux idées d'extrême droite lorsque le modèle de la démocratie bourgeoise entre en crise comme c'est le cas actuellement.

UNE ACCENTUATION AVEC L'APPROFONDISSEMENT DES CRISES

Les raisons structurelles expliquent les bases matérielles sur lesquelles peut s'appuyer l'extrême droite pour trouver un écho au sein des forces de l'ordre. Mais en temps normal, lorsque le système fonctionne normalement, les mécanismes idéologiques mis en place pour assurer son maintien permettent de compenser. C'est ce qui explique que pendant des années le syndicalisme d'extrême droite dans la police est resté groupusculaire. En 2018 il représentait ainsi 4,72 % en additionnant les voix des syndicats Impact Police CFTC 0,4 %, France police-policier en colère 3,12 %, 1,2 % pour la fédération professionnelle et indépendante de la police (FPIP). Nous renvoyons sur ces points au très bon travail fait par nos camarades de Solidaires⁵.

Mais ce à quoi nous assistons aujourd'hui est une évolution profonde des forces de l'ordre, avec un effet sur leur organisation majoritaire ainsi que l'apparition de collectifs beaucoup plus radicaux. Comme nous l'expliquions déjà dans un article publié faisant suite à la tribune des militaires⁶, cette radicalisation s'explique selon nous par la combinaison de deux facteurs.

Il s'agit, d'une part, du développement des discours et politiques racistes et islamophobes en articulation avec les attentats commis depuis 2015 et, d'autre part, de la difficulté de la classe dominante à produire du consentement à sa domination dans un cadre économique en crise. En effet, depuis 2015 et les attentats de Charlie Hebdo, puis ceux du 13 novembre, ces institutions se vivent comme le rempart contre la « barbarie islamique ». C'est sur cette base que se sont opérés les recrutements et que s'entretient la troupe. C'est en partie ce qui explique la radicalisation d'une part des forces armées, qui inquiétaient déjà la DGSI en 2018⁷ et qui explique notamment le développement de courants néonazis⁸.

Sur le second point, il faut comprendre qu'il n'existe pas aujourd'hui de secteur économique porteur permettant de

combiner profit important, salaires élevés et plein emploi. Dans un contexte de basculement du centre du capitalisme des USA vers la Chine et l'Asie, l'Europe et la France se retrouvent mises en difficulté.

Les secteurs dominants de la bourgeoisie française, ceux liés au marché international, n'arrivent plus à réaliser des profits suffisamment importants pour entraîner les secteurs périphériques, numériquement les plus importants et dont le centre de gravité reste l'économie nationale tandis que les politiques d'austérité frappent les services publics dont les forces de l'ordre. Ces dernières subissent comme les autres agents publics le gel du point d'indice (régression des salaires réels hors primes) depuis 10 ans, les conditions de travail désastreuses...

Cette situation dans l'infrastructure a des conséquences dans la superstructure. La dégradation objective de la situation de la classe dominante l'empêche sur le plan subjectif de produire du consentement à sa domination pour reprendre les mots d'Ugo Palheta. Les suppressions d'emplois, les contre-réformes et la défense inconditionnelle de la classe dominante entraînent une usure rapide du personnel politique, qu'il faut renouveler. Plus la crise avance et plus le personnel de la bourgeoisie est décomposé, plus sa défense de ses propres intérêts, des intérêts des privilégiés ainsi que sa « corruption » sont évidentes alors même que ses relais au sein des masses s'amenuisent.

Le gouvernement Macron illustre parfaitement cette situation. Il est apparu comme une solution à l'essoufflement du mécanisme d'alternance entre la « gauche de gouvernement » et la droite, mais son absence de relais auprès des opprimés tout comme la composition sociale, la faiblesse politique et la grossièreté de son gouvernement ont provoqué de nouvelles crises. Si nous sommes habitués à décrire cette déconnexion entre le gouvernement et les opprimés, nous oublions souvent que les mêmes mécanismes ont également impacté les forces de l'ordre. Ces dernières ont ainsi l'impression de permettre le maintien d'un gouvernement qu'elle juge incapable de faire face à la situation. Elles se tournent donc vers la recherche d'alternatives.

Ce discrédit retombe également sur les forces syndicales qui accompagnent la gestion de ce système. En 2016, des policiers vont ainsi manifester de nuit, visage masqué mais avec leurs armes et véhicules de service suite à l'attaque au cocktail Molotov de policiers à Viry-Châtillon.

À l'époque déjà, le mouvement porte sur la question des effectifs, l'équipement, les rapports avec la justice et la redéfinition de la notion de l'autodéfense. À l'époque, les organisations syndicales ne participent pas au mouvement qui va voir la création du « mouvement des policiers en colère », à la tête duquel se place un militant FN qui disparaîtra lorsque les renseignements feront savoir qu'il n'est pas policier.

Ce mouvement est le premier d'une série de collectifs dont le collectif « Hors service » est assez représentatif. Ce dernier, qui se prétend en tête de la lutte contre les suicides de policiers, comptabilise 25 000 followers sur Facebook, autour d'une ligne radicale et frontalement opposée aux organisations syndicales majoritaires. À l'inverse, il entretient des liens avec la FPIP d'extrême droite mais aussi VIGI, scission de la CGT police qui n'a plus rien de syndical.

Les organisations syndicales traditionnelles s'appuient alors sur le rôle central qu'elles jouaient dans le cadre des commissions administrative paritaire (CAP) qui assuraient la gestion des carrières (avancement et mutation des agents). Forte de cette place, elle pouvait maintenir un positionnement politique en faveur de l'État de droit en rupture avec la base qui ne pouvait rompre avec elle. En 2018, Unité SGP-FO et Alliance maintiennent leur place d'organisations largement majoritaires. Mais la loi de transformation de la fonction publique de 2019 est venue mettre un terme au rôle des organisations syndicales dans les CAP. Privée de cette position, les organisations syndicales sont maintenant soumises à la pression de la troupe.

En décembre 2020, sous la pression des scandales issus de la gestion du mouvement des Gilets jaunes mais aussi du mouvement antiraciste et de lutte contre les violences policières et des dernières manifestations contre la loi LSG, dans une interview donnée à *Brut*, Macron reconnaît pour la première fois l'existence de violences policières. Les forces de l'ordre prennent ces déclarations comme un désaveu de la part d'un gouvernement qu'elles méprisent et décident de sortir dans la rue⁹.

Cette fois-ci, Alliance s'inscrit dans le mouvement alors que le Unité SGP-FO reste plutôt à l'extérieur. Ces deux syndicats s'opposent sur la méthode, Alliance souhaitant « instaurer un rapport de force inédit avec la présidence de la

République », annonçant refuser de participer au Bauveau de la sécurité prévu pour janvier, rejoint par l'UNSA police alors que le SGP-FO entend lui y participer. Avant même la tenue de ce dernier, les policiers enregistrent une première victoire avec l'annonce de la mise en place d'un observatoire de la réponse pénale dont le rôle est pour eux de contraindre la justice à rendre des comptes à la police.

Le Bauveau de la sécurité ne fait pas beaucoup de bruit et se contente d'enregistrer les choix déjà opérés par le ministère de l'Intérieur notamment en matière d'investissement, et acte la mise en place de l'observatoire. Mais les évolutions politiques au sein de la police vont passer un nouveau cap le 19 mai 2021. Suite à l'assassinat d'un policier à Avignon, une manifestation intersyndicale est organisée devant l'assemblée. Outre des policiers munis de leurs armes de service, y participent des membres importants de la hiérarchie dont le préfet Lallement et le ministre de l'Intérieur mais également des responsables politiques d'extrême droite, des Verts, du PCF et du PS.

Cette manifestation tournée en direction du pouvoir exécutif illustre la radicalisation de la troupe et les digues qu'elle a fait sauter. Après les syndicats majoritaires, ce fut au tour des plus hauts responsables de la hiérarchie et des responsables politiques qui y étaient présents de marquer leur accord pour mettre un terme aux garanties de la démocratie bourgeoise en renforçant la soumission des pouvoirs judiciaires au pouvoir policier.

QUELLE CONSÉQUENCE POUR L'ÉTAT D'EXCEPTION DU XXI^E SIÈCLE ?

Il n'y a pas aujourd'hui de perspective de résolution des difficultés économiques rencontrées par la classe dominante. Dans ce contexte il n'y a pas non plus de perspective de stabilisation politique. Au contraire, la persistance de la pandémie articulée aux difficultés économiques que cette dernière a révélées nous offrent la perspective d'une crise sociale d'ampleur. L'ensemble de ces éléments combinés doivent nous conduire à penser qu'une accentuation de l'autoritarisme est à craindre indépendamment du résultat de l'élection présidentielle.

Pour mener celui-ci à bien, la classe dominante et ses représentants politiques pourront compter sur des forces de répression largement gagnées aux idées d'extrême droite. Celles-ci pourraient ainsi venir compenser la faiblesse

militante de cette dernière. Dans ce contexte, si Marine Le Pen arrivait au pouvoir, elle ne rencontrerait aucun obstacle pour mettre en œuvre une politique liberticide, raciste, hostile aux LGBTI et antisociale d'un niveau supérieur à celle mise en place par Macron. Au contraire, elle pourrait compter sur le soutien actif de la troupe et d'une partie de la hiérarchie pour écraser un mouvement ouvrier déjà largement affaibli. L'extrême droite radicale pourrait alors servir de suppléant pour les actions les plus violentes inassumables par qui souhaite conserver un vernis démocratique (assassinats, attaques de locaux...).

Mais si Marine Le Pen devait échouer dans sa marche à la présidence au bénéfice de Macron ou de Bertrand, la radicalisation des forces de l'ordre continuerait d'exercer une pression à droite sur un gouvernement qui devra toujours faire face aux difficultés économiques et sociales. Un échec du RN en 2022 signifierait une crise politique importante au sein de l'extrême droite et sûrement une explosion en deux pôles : une droite extrême largement compatible avec une partie des Républicains et d'En marche et un pôle radical pour qui la stratégie institutionnelle pourrait passer au second plan. Ce pôle radical pourrait alors trouver un large écho au sein des forces de répression.

Il est encore trop tôt pour discerner avec certitude les évolutions à venir mais il est certain que nous allons vers un recul (d'ailleurs déjà entamé) de la démocratie bourgeoise « traditionnelle ». Et dans le nouveau régime politique qui commence à apparaître, les forces de répression joueront un rôle de premier plan. □

1. Norbert De Cacqueray est ainsi signataire de la première tribune de militaire. Il est également l'oncle de Marc De Cacqueray, leader des zouaves Paris. La famille compte de nombreux militaires de carrière dont plusieurs généraux.

2. Ils représentent à eux deux 60% des suffrages exprimés aux élections professionnelles de 2018.

3. <https://www.lesinrocks.com/actu/refus-de-la-mixite-menaces-de-scalp-et-chants-nazis-le-lycee-militaire-de-saint-cyr-est-un-enfer-pour-les-filles-138680-23-03-2018/>

4. Revue de la gendarmerie nationale, La gestion de l'ordre public, juin 2020 p.108.

5. https://visa-isa.org/sites/default/files/2020-11/2020-10-26_riposte_syndicale_-_octobre_2020.pdf

6. <https://lanticapitaliste.org/opinions/politique/menace-de-coup-detat-militaire-lurgence-dune-reponse-unitaire-pour-ne-pas>

7. <https://www.mediapart.fr/journal/france/090418/forces-de-l-ordre-liees-l-ultra-droite-violente-ladgsi-s-inquiete>

8. <https://www.mediapart.fr/journal/france/160321/neonazis-dans-l-armee-la-longue-litanie-des-cas-isoles>

9. <https://lanticapitaliste.org/index.php/actualite/societe/macron-le-socialiste-trop-gauche-pour-la-team-17>

Grèce : deux ans d'ultra-libéralisme et de répression généralisée

PAR A. SARTZEKIS

Avec le gouvernement d'une droite revancharde et ultra-libérale, aucun secteur n'est épargné par des attaques, ce qui donne lieu à des mobilisations jusqu'ici dispersées.

En revenant au pouvoir après les élections de juillet 2019 et en refermant ce qu'elle traitait de « parenthèse du gouvernement Syriza », la droite de Kyriakos Mitsotakis, héritier d'une famille de politiciens de la grande bourgeoisie conservatrice, n'avait pas caché ses appétits : reprendre en mains tous les postes de pouvoir, empêcher tout retour au gouvernement de la gauche, même timidement réformiste, et réprimer toute contestation sociale au nom d'un dogme « loi et ordre » fleurant bon l'ancienne dictature des colonels (1967-74). De fait, parmi les « hommes forts » du gouvernement figurent au moins deux vestiges de l'extrême droite, les ministres Georgiadis (Développement) et Voriadis (Intérieur), qui cherchent à peine à cacher leurs convictions fascistes. Mais surtout, ce qui caractérise ce gouvernement à faire pâlir d'envie un Orban, c'est une politique économique ultra-libérale à la chilienne de Pinochet, avec comme particularités, en dehors d'un anachronisme profond qui reflète l'absence de projet politique, son incompétence, sa nullité culturelle et son recours permanent à une propagande reposant sur ses liens avec les affairistes et les armateurs propriétaires des grands médias du pays. Il n'empêche : face à cette situation rappelant parfois la période de la guerre civile (par exemple, les mesures de fin de l'asile et de création d'un corps de policiers dans les fics sont inspirées de Kostas Plevris, vieil idéologue en chef des nazis grecs), les mobilisations et les résistances continuent depuis deux ans et malgré la

pandémie ! Mais ce qui fait tenir une droite aussi agressive et nulle, ce sont en dernier lieu deux facteurs connus ailleurs : la crise du mouvement syndical et l'absence de perspectives d'alternative crédible à gauche.

PRIVATISATIONS ET SUREXPLOITATION

Tsipras avait en son temps annoncé la fin des mémorandums de la troïka (Commission et Banque européennes, FMI), mais pour la plus grande partie de la population peu de choses ont changé, et la politique d'appauvrissement populaire s'accroît, comme on le voit avec le feu vert donné à la vente des domiciles de personnes endettées. Malgré les grands discours sur les investissements, le chômage continue à flamber : de 18,4 en décembre 2018 à 15,8 % deux ans plus tard, avec 34,2 % chez les 15-24 ans et 22,9 % chez les 25-34 ans. Les organisations patronales viennent de refuser (une nouvelle fois !) d'augmenter le SMIC, que Syriza avait porté modestement de 586 à 650 euros (558 net), la Grèce étant dernière pour le SMIC dans l'Union européenne. Soulignons que le coût de la vie dans les grandes villes n'est pas très éloigné de celui de la France...

Et quand Mitsotakis parle investissements, ses perspectives ne peuvent qu'approfondir la crise : d'une part parce que dans ses priorités figurent des choix contestables même du point de vue de la bourgeoisie. Ainsi la fuite en avant pour le tourisme, et cela alors que les conséquences d'une ouverture touristique à plein tube en 2020 se

sont traduites dès septembre par une montée en flèche des victimes (moins de 100 morts en juin 2020, plus de 12 000 désormais). Cette insistance sur le tourisme se fonde sur un chiffre aujourd'hui contesté : estimé comme composant plus de 30 % du PIB, il en représenterait plutôt 6 à 7 %. Cette priorité erronée au tourisme masque d'autant moins la politique de désindustrialisation du pays, comme avec la fermeture de centrales au lignite, évidemment très polluantes, mais sans aucun plan sérieux d'emplois pour les travailleurs/euses.

Et de manière générale, le seul credo économique de ce gouvernement, ce sont les cadeaux au privé et les privatisations, étendant de manière délirante une politique que Syriza n'avait pas remise en cause de 2015 à 2019 : projet de privatiser la société nationale de l'eau, participation réduite à la compagnie des pétroles de Grèce pour en faire cadeau au groupe Latsis, projet de privatisation du système de gestion des retraites complémentaires, menaces de gestion privée sur un système de santé public qui malgré tous les coups reçus depuis 10 ans, a montré sa capacité à empêcher la catastrophe grâce au dévouement de ses personnels (pendant que le privé pouvait continuer de faire son beurre en maintenant ses fructueuses opérations!), des musées nationaux passant à un statut semi-privé... On pourrait multiplier les exemples, sans oublier les incroyables cadeaux faits par Mitsotakis aux médias à sa solde, en offrant sous couvert d'information publique sur



Kyriakos Mitsotakis au sommet du Parti populaire européen, 2020. © Wikicommons

le Covid des millions à des médias de droite parfois extrêmes ou inexistant, pendant que les médias de gauche avaient droit à des miettes ou à rien ! Le démantèlement accéléré du service public et l'État au service immédiat du patronat, voilà la ligne catastrophique de cette droite ultra-libérale.

Ce qui est en jeu ces dernières semaines, c'est une attaque d'ampleur contre ce qui reste de droit du travail : le ministre Hadjizakis, spécialiste des mauvais coups contre les travailleurs/euses, va déposer un projet de loi portant et sur le temps de travail et sur les droits syndicaux. Objectif du gouvernement : casser la « contrainte » de la journée limitée à 8 heures de travail, la porter à 10 heures, dans le cadre d'un calcul de temps de travail flexible, étendant le dimanche comme jour normal de travail à de nombreux secteurs, augmentant en même temps la limite des heures sup (de 120 annuelles maxi à 150), poussant à des compensations non pas en rémunération mais en repos (pour aller cueillir les olives, a osé dire le ministre...), alors qu'un sondage montre que 73 % des travailleurs/euses veulent être rémunérés, 11 % préférant un repos. Une évidence : un enfer de surexploitation se dessine pour les travailleurs/euses, poussés à signer des « conventions individuelles » plutôt que relever de conventions

collectives... Mais pour les aider à « choisir », le projet comporte un pan antisynical effarant : procédures bureaucratiques pour enregistrer les sections syndicales, vote électronique de la grève avec 50 % + 1 d'avis favorables, sinon la grève serait illégale, interdiction des piquets de grève, diminution des représentantEs du personnel protégéEs... On le voit, le patronat l'a rêvé, Mitsotakis lui offre : casser totalement le droit du travail, et cela alors que l'urgence sociale serait évidemment de créer des postes pour lutter contre le chômage, 50 % des chômeurs/euses étant de longue durée.

L'ÉDUCATION, EXEMPLE D'UNE OFFENSIVE GÉNÉRALISÉE

Avec ce gouvernement d'une droite revancharde, signe de la panique qui avait saisi la bourgeoisie grecque en janvier 2015 avec la victoire de Syriza, et ayant pour seul souci les cadeaux aux copains patrons, aucun secteur n'est épargné, ce qui donne lieu à des mobilisations très diverses. On comprend bien sûr que l'enjeu dans la période à venir sera leur centralisation. Entre autres exemples de secteurs très différents mais attaqués frontalement, prenons celui de l'éducation, avec à la tête du ministère une réactionnaire affichée, exemple du lien profond de l'ultra-libéralisme osant se prétendre moderniste avec les conceptions les plus rétrogrades.

Son objectif est double : supprimer tout enseignement critique – celui de la sociologie au lycée a été remplacé par des cours de religion... – et réprimer toute tentative contestataire – d'où l'incroyable article de loi de création d'un corps de 1 000 policiers implantés dans les facs ! – et de l'autre côté, passer à une étape supérieure de la sélection sociale, avec une loi taillée sur mesure pour faire fermer des sections ou de petits centres universitaires et favoriser la création de « facs » privées, que la Constitution interdit ! D'ores et déjà, malgré une opposition quasi unanime, ses mesures visent à empêcher environ 25 000 lycéenNEs de Terminale d'entrer en fac, les poussant soit à chercher un emploi (précaire) soit à payer s'ils le peuvent une fortune pour engraisser une de ces boîtes privées autorisées désormais à délivrer un diplôme professionnel. La ministre Karameos, rivalisant avec Blanquer pour le titre de ministre de l'Éducation le plus haïssable, ne s'arrête pas là : tentatives d'imposer une « évaluation » des enseignantEs dans le cadre d'un projet aboutissant à la casse de leur statut, cours universitaires payants pour des étudiants étrangers, premier pas vers des universités publiques



payantes, le tout se déroulant pendant la fermeture quasi totale des facs depuis plus d'un an pour se mettre à l'abri des mobilisations...

On pourrait citer bien sûr d'autres secteurs : l'environnement, avec les alléchantes propositions à des entreprises du « capitalisme vert » d'installer partout des éoliennes, malgré les réactions de la population, et tout en niant toute préoccupation écologique dans bien des domaines (achat de vieux bus mal recyclés à Salonique, maintien et extension des centres d'incinération d'ordures...). Mais aussi l'environnement archéologique, avec une incroyable bétonisation de l'Acropole pour favoriser les visites de groupes ou l'arrachage de magnifiques vestiges byzantins pour soi-disant accélérer la construction d'une station de métro à Salonique, malgré les protestations de masse et même celles venues de l'étranger.

AU SERVICE DE LA CASSE : PROPAGANDE ET RÉPRESSION

Si en France, Macron, c'est Jupiter, en Grèce, Mitsotakis, c'est Moïse, comme le nomment sans rire ses partisans ! La flagornerie est d'autant plus ridicule que le personnage et tout son entourage, après avoir multiplié les promesses électorales, font preuve d'une réelle incompétence à défendre une grosse partie de leurs électeurs : les couches moyennes, qui risquent en outre de sortir étrillées de la période des confinements Covid. Malgré un impressionnant matraquage quotidien de la presse et des médias aux ordres – quand on pense que la télé publique avait été brutalement fermée par la droite en 2013 (mais rouverte sous Syriza) pour cause d'esprit critique ! – la déception se fait jour à travers les sondages, même si la Nouvelle Démocratie (le parti de Mitsotakis) reste en tête des intentions de vote.

Alors, à défaut de pouvoir changer de politique économique, la droite grecque, malgré des défections, se concentre sur ses fondamentaux : répression et nationalisme, avec tout ce que cela suppose. La répression, elle est à l'œuvre au quotidien, contre la jeunesse en particulier, et elle a culminé en mars quand les flics (la droite a recréé des unités de voltigeurs) se sont déchaînés dans la banlieue

de Nea Smyrni contre 10 000 manifestantEs protestant contre leurs violences. Des cas de tortures ont été dénoncés, mettant ouvertement en lumière les pratiques d'une police dont une bonne partie votait pour les nazis d'Aube dorée : même un pape orthodoxe a dénoncé les violences qu'il a subies, disant comprendre désormais ce qu'il lisait sans y croire ! Ce climat inquiétant de répression est évidemment encouragé par la couverture que la droite offre toujours aux fascistes de tout poil : ceux de son gouvernement et de ses équipes (nombreux cas), mais aussi aux nazis d'Aube dorée (un de leurs chefs est toujours en fuite, alors qu'il était censé être surveillé de près...).

Autre volet : le nationalisme, avec bien sûr le climat de tension entretenu avec la Turquie d'Erdogan. Pourtant, malgré la propagande et la période odieuse de la chasse aux réfugiés et leurs soutiens dans l'hiver 2020, orchestrée par le gouvernement et l'extrême droite grecque et européenne, les sondages attestent qu'une écrasante majorité des populations grecque et turque affirme n'avoir aucun problème avec le voisin, ajoutant que les problèmes sont créés par les gouvernements. Ces sentiments demandent évidemment à être confortés par des initiatives solidaires communes (qui existent), d'autant que Mitsotakis, en dehors des préparatifs guerriers (2,5 milliards d'euros pour l'achat de Rafale !), incite en permanence au racisme en faisant passer les réfugiés pour de dangereux envahisseurs lancés par la Turquie contre la Grèce. Le résultat est terrifiant pour les réfugiés : d'une part, des camps de plus en plus fermés (murs en béton, avec au passage des cadeaux pour des sociétés de construction...), de l'autre, une politique de refoulement vers la Turquie, interdite mais à laquelle l'UE coopère en dépit de ses critiques officielle...

DE NOMBREUSES MOBILISATIONS, UN DÉBUT DE RECHERCHE DE PERSPECTIVES POLITIQUES

On le voit : cette droite sans aucun principe éthique fonce, pour détruire au plus vite ce qui reste d'acquis sociaux mais aussi pour faire le plus de bonnes affaires, et la situation est très inquiétante... mais ce n'est pas cela qui décourage toute résistance ! Dès l'été

2019, Mitsotakis a dû affronter les mobilisations étudiantes. Mais le moment décisif a été l'automne dernier, avec le fantastique rassemblement antifasciste le jour du verdict des assassins d'Aube dorée, exemple de ce que peut une mobilisation déterminée dans un cadre prenant un caractère unitaire. De là, une détermination massive à se mobiliser malgré les mesures de confinement : un véritable mouvement contre l'étouffement des droits démocratiques, d'innombrables manifestations étudiantes contre la loi Karameos-Chrysochoïdis (ce dernier est le Darmanin grec) cassant l'université et le droit aux études, avec en particulier des manifs puissantes à Salonique, mobilisation qui continue aussi pour l'ouverture immédiate des facs.

Et bien sûr, l'enjeu actuel c'est de faire reculer le gouvernement sur sa loi « temps de travail ». Le 6 mai a eu lieu une mobilisation nationale assez réussie et désormais, toutes les semaines, des actions ou des manifs contre ce projet de loi ont lieu, avec le soutien de toute la gauche (en ordre dispersé...) et même du PASOK (désormais intitulé Kinal). Une grève devait avoir lieu le 3 juin mais la confédération syndicale du privé GSEE ayant appelé à la grève nationale le 10 juin, celle du 3 a été reportée au 10. Décision contradictoire : d'un côté, cela élargit l'appel lancé pour le 3 par ADEDY (la Fédération du secteur public), PAME (courant syndical du KKE, le PC grec), les syndicats de base liés à la gauche radicale et anticapitaliste, diverses unions locales... Mais d'un autre, cela repousse la mobilisation, urgente puisque le projet de loi va être déposé, et certains pensent que ce report est dû au fait que le 3 avait été lancé par les syndicats de base... Ce détail renvoie aux deux problèmes sur lesquels on reviendra dans un article ultérieur : d'une part, la crise profonde du syndicalisme en Grèce, mais aussi, en lien partiel avec cela, le « confinement » des organisations de la gauche réformatrice et anticapitaliste sur elles-mêmes, malgré quelques perspectives qui semblent s'ouvrir pour relancer une perspective de gauche internationaliste et anticapitaliste : ainsi la procédure de fusion entamée entre Synantissi et Anametrissi, deux orgas surtout de jeunes, provenant de Syriza et Antarsya. À suivre ! □

Athènes, le 4 juin 2021

Effets d'annonce et projet impérialiste, Biden, *business as usual* !

PAR LUCA SABATINI

La revue Alternatives économiques a affirmé en mai dernier : « Il aura fallu moins de 100 jours à Joe Biden pour complètement révolutionner le débat de politique économique mondial¹ ». En fait, que reste-t-il des illusions semées par Biden en matière de politique économique ?

Depuis son arrivée à la Maison Blanche en janvier, le débat s'est ouvert parmi les économistes et les politiques. Parmi les économistes, la discussion a été tendue. Certains, proches du courant keynésien, ont vu en Biden une rupture qualitative avec les politiques économiques précédentes, notamment celles menées depuis Carter et Reagan ; de quoi proclamer la « fin du néolibéralisme » et le retour à un État stratège et social. De nombreux autres économistes voient d'un très mauvais œil la politique de Biden, dont ils pointent les possibles effets de « surchauffe » économique avec le retour d'une inflation soutenue. Parmi les économistes faisant le plus bruyamment entendre ce point de vue, on retrouve notamment Larry Summers (ancien secrétaire au Trésor sous Clinton) et Olivier Blanchard (ancien directeur du FMI et récemment chargé par Macron de guider une commission devant préparer des réponses aux « grands défis » de l'après-crise et qui a conclu qu'il fallait augmenter l'âge de départ à la retraite).

Au niveau politique, la gauche réformiste française a multiplié les éloges. François Ruffin, qui faisait depuis plusieurs mois l'apologie de Roosevelt, dont Biden aussi se revendique², a encensé le nouveau président US³. Fabien Roussel, lui, s'est demandé si Biden n'avait pas pris sa carte au PCF⁴. Jean-Luc Mélenchon admettait que Biden était un « *point d'ap-pui* » pour lui et que les propositions de Biden étaient à « *transposer* » en France⁵. Quant à l'extrême gauche, le point

commun de ses prises de position est de souligner trois constats. D'abord, la politique de Biden est avant tout une politique pour l'impérialisme étatsunien dont l'objectif affiché est de réaffirmer son hégémonie économique, notamment industrielle, face à la Chine. Ensuite, Biden a déjà commencé à reculer sur ses propositions « sociales ». Enfin, même si ces dernières venaient à se réaliser, elles restent nettement insuffisantes par rapport aux besoins réels des classes populaires⁶.

L'administration Biden a présenté quatre propositions de loi, l'American Rescue Plan (ARP), déjà approuvé en mars 2021 ; l'American Jobs Plan (AJP), l'American Families Plan (AFP) et le Made in America Tax Plan (MATP) qui sont actuellement présentés au Congrès. L'ARP a engagé 1 900 milliards de dollars de dépenses dans l'immédiat (2021). L'AJP représentait initialement 2 300 milliards de dollars de dépenses engagées sur 8 ans et l'AFP, 1 800 milliards sur la même période. En tout, 6 000 milliards de dollars sur 8 ans, soit environ 1 % du PIB des États-Unis. Côté recettes, l'AJP et l'AFP devaient être financés par des hausses d'impôts, notamment sur les plus riches⁷. C'est l'objet du MATP, le fameux « virage fiscal » de Biden dont on verra qu'il tourne tellement qu'il fait un tour sur lui-même.

L'ARP, UN PLAN EN CONTINUITÉ AVEC TRUMP

L'American Rescue Plan (ARP) vise à soutenir l'économie US sur le court terme, pendant la période qui est

envisagée comme la fin de la pandémie et le moment du « redémarrage » économique⁸. Passé au Congrès en mars 2021, l'ARP reprend les différentes mesures de soutien aux ménages et aux entreprises déjà mises en place en 2020 par l'administration Trump⁹. Nulle « révolution Biden » ici donc, mais une continuité – bien sûr rarement décrite comme telle¹⁰.

Comme dans la logique de l'administration Trump, l'idée de l'ARP est d'éviter l'augmentation du chômage et une baisse trop marquée de la consommation des ménages, de peur que cela n'engendre une multiplication des faillites d'entreprises. Parmi les principales mesures contenues dans ce plan, on trouve : un virement direct fait par le gouvernement fédéral à 160 millions de ménages étatsuniens (les « chèques Covid »), d'un montant de 1 400 dollars pour une personne seule et 2 800 dollars pour un couple¹¹ ; l'extension des allocations chômage jusque début septembre et un versement supplémentaire de 300 dollars par semaine ainsi que l'allongement pour les ménages des délais pour rembourser leurs dettes et payer leurs impôts fédéraux. S'ajoute à ces aides directes aux ménages un volet de 525 milliards de dollars (Paycheck Protection Program) de prêts/subventions aux petites entreprises, pour éviter qu'elles licencient



leurs salariés. Et enfin, 120 milliards sont consacrés à des dépenses « sanitaires » (distribution de vaccins, tests, emplois sanitaires, etc.)

L'ARP introduit cependant deux éléments nouveaux par rapport à Trump. D'une part, 350 milliards sont destinés aux États et aux collectivités locales, afin qu'ils puissent réembaucher le million de travailleurs du service public licenciés pendant la crise. D'autre part, et c'est là une différence par rapport à la situation française, l'ARP engage 170 milliards de dépenses pour les écoles (maternelle, primaire, collège, lycée) et les universités publiques pour préparer un retour en présentiel dans des conditions sanitaires améliorées (ventilations, nouveau personnel, réduction des effectifs par classe, etc.).

Tous les économistes s'accordent à dire que ces mesures ont réduit et vont réduire le nombre d'AméricainEs affectés par la crise économique ; de plus, si elles étaient prolongées (comme le propose l'*American Families Plan*), elles réduiraient la part des Américains vivant sous le seuil de pauvreté (réduction du taux de pauvreté de 40 % à 30 % pour les afro-américains et hispaniques par exemple ; de 14 % à 8 % pour l'ensemble de la population¹²).

Mais les effets de l'ARP sont pour l'instant temporaires et le retour de la normalité capitaliste n'annonce rien de bon pour les travailleurs des États-Unis. Surtout quand on voit comment Biden négocie l'atterrissage.

VIEILLES RECETTES

Biden avait promis pendant sa campagne de relever le salaire minimum fédéral à 15 \$ de l'heure (soit 12,61 €, sur lesquels il faut payer de sa poche la retraite, la couverture santé, etc.). Une fois au pouvoir, il n'a pas mis longtemps à revenir sur cette promesse, au terme d'une pitrerie parlementaire¹³, infâmante surtout pour ceux qui ont nourri et entretenu des illusions à son égard.

Et il ne manque jamais une occasion de montrer qu'il n'est pas le « président des travailleurs¹⁴ ». En mai, après l'annonce des mauvais chiffres de l'emploi du mois d'avril – seuls 250 000 emplois créés, loin du million attendu –, les Républicains se

sont lancés dans une vigoureuse campagne contre les allocations chômage supplémentaires de l'ARP. Dans 22 des 27 États qu'ils gouvernent, ils ont annoncé les suspendre dès juin ou juillet. Il est vrai que celles-ci permettent à certains travailleurs de voter en attendant des propositions d'emploi mieux rémunérés ou bien de changer de secteur d'activité. Mais c'est bien parce que les salaires sont trop bas ! Dans la restauration, le salaire minimal horaire est de 2,13 \$, la paye étant essentiellement constituée de pourboires¹⁵. Et dans d'autres branches, les patrons font état de la même « pénurie de main-d'œuvre » – il faudrait plutôt parler de « pénurie de salaires » !

Comment Biden a-t-il répondu à cette offensive républicaine ? En promettant plus... de contrôles sur les chômeurs, pour qu'ils acceptent bien les propositions d'emploi qui leur sont faites, sans quoi les allocations leur seront retirées. Pas si différent, au fond, de la guerre aux chômeurs que mènent les Républicains.

DES PLANS EN DESSOUS DES BESOINS DE LA POPULATION

Dans le story-telling rooseveltien de Biden et de la gauche démocrate qui s'en veut l'inspiratrice, l'horizon économique « post-pandémie » est fixé notamment (mais pas exclusivement) par un plan d'investissement public. L'administration Biden vante la manière dont l'AJP permettra de « reconstruire l'Amérique », c'est-à-dire de rétablir une croissance de l'économie US, tant du point de vue de la stagnation pré-Covid (post-crise 2008) que par rapport à la période Covid. Cette croissance renouvelée sert, dans la logique de l'administration Biden, trois objectifs : « reconstituer la

classe moyenne » ; rétablir l'hégémonie industrielle et technologique des États-Unis face à la Chine ; et, enfin, « faire face au changement climatique¹⁶ ». Il s'agit surtout, comme on le verra, d'un projet pour l'impérialisme américain face à la Chine.

Certaines propositions de l'AJP, si elles sont suivies d'effet, amélioreront en effet un peu le quotidien des travailleurs, comme la rénovation totale du réseau de canalisation d'eau potable (pour éliminer les nombreuses canalisations en plomb), la remise en état des réseaux d'électricité (pour éviter les coupures systématiques dans certaines zones) et la mise en sécurité de puits pétroliers et mines abandonnées qui polluent les eaux et les sols.

Mais force est de constater que les propositions d'investissements en infrastructures sont largement en dessous des besoins. Les 621 milliards de l'AJP qui y sont consacrés ne représentent en réalité qu'environ un quart des besoins réels en rénovation et mise en sécurité. L'*American Society of Civil Engineers* (Société américaine du génie civil), qui réalise annuellement un rapport sur l'état des infrastructures dans le pays, les estime en effet à 2 700 milliards¹⁷. Concernant par exemple les autoroutes, d'après les constats mis en avant par l'administration Biden elle-même, 20 % du réseau nécessite une rénovation ou mise en sécurité immédiate. Mais l'AJP propose d'en renouveler seulement 10 % à 15 %¹⁸. Quant aux ponts (autre symbole du New Deal), l'AJP prévoit de mettre en sécurité 10 000 ponts parmi les plus dangereux, sur 45 000 dont les conditions sont considérées « mauvaises »



Le Président Joe Biden signe la loi American Rescue Plan sous le regard de la vice-présidente Kamala Harris (left). © The White House / Wikicommons

(lire « dangereuses¹⁹ »). Pour les transports en commun en zone urbaine, 85 milliards de travaux sont prévus, alors que l'administration Biden estime la dépense nécessaire à 150 milliards ; même refrain pour le réseau ferré, pour lequel l'AJP ne prévoit que de « rattraper » les retards accumulés dans la maintenance (« backlog maintenance²⁰ »). Un programme de construction de logements sociaux de quelques 40 milliards (sur huit ans) et un programme de rénovation de bâtiments publics tomberaient également sous le coup de la même critique. Même constat pour l'*American Families Plan*, dont le but est de pérenniser et d'amplifier certaines mesures de soutien aux ménages introduites temporairement par les plans de relance d'urgence de Trump et de Biden. L'AFP peut être considéré comme le « volet » social présenté par l'administration Biden – et il y a donc fort à parier qu'il sera âprement combattu en tant que tel. En matière d'éducation par exemple, l'AFP propose d'engager les moyens pour une maternelle gratuite pour les 3-4 ans²¹, ainsi qu'une hausse significative de l'accès gratuit à l'enseignement supérieur public. En matière de prestations sociales, réductions d'impôts pour les plus modestes et extension de la couverture santé²², l'AFP se veut également ambitieux, notamment envers les familles avec enfants et les « minorités ». Ces propositions, certes justes, semblent en revanche bien peu de choses par rapport à l'insuffisance criante des protections sociales aux États-Unis.

DISSIMULATION PARLEMENTAIRE

Mais surtout, aussi insuffisants qu'ils soient, ces plans passent en ce moment à la moulinette du Congrès et en sortiront encore amoindris. La manœuvre au terme de laquelle l'administration Biden a éliminé l'augmentation du salaire minimum est une constante de sa politique. Car, en politicien rusé, Biden sait que sa majorité ne tient qu'à une voix au Sénat, où l'opposition républicaine peut brandir l'arme du *filibuster*, une tactique parlementaire permettant

de bloquer l'examen d'un projet de loi. Il a donc lancé des propositions tout en se défaussant sur les Républicains du blocage de ses réformes. Ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs, de chercher le compromis avec eux. L'AJP, initialement à 2 300 milliards de dollars, a subi un premier coup de rabot fin mai – il n'était plus que de 1 700 milliards

depuis plus de 40 ans.

Mais ce qui compte, c'est que la logique de Biden était complètement réversible : les dépenses de l'AJP et de l'AFP devant être financées par des hausses d'impôts, les attaques des Républicains et de la droite Démocrate se sont concentrées sur ces dernières entraînant, par effet de levier, la baisse du



Le Président Biden, la First Lady Jill Biden et l'équipe présidentielle en conférence sur l'action Air Force One le 26 février 2021. © Official White House Photo by Adam Schultz / Wikicommons.

–, puis un nouveau début juin pour atteindre 928 milliards. Un compromis à 1 200 milliards a été trouvé entre quelques sénateurs Républicains et Démocrates. La droite du parti Démocrate, en la personne du sénateur de Virginie Occidentale Joe Manchin, a été à la manœuvre, en menaçant de retirer son soutien à Biden si un compromis n'était pas trouvé. Et c'est après que Manchin se fut montré hostile à un relèvement de l'impôt sur les bénéfices de 21 % à 28 % que Biden a fait marche arrière sur la question.

Cette tactique de Biden trouve justement son point d'orgue dans ses propositions fiscales, censées financer ses plans – le déficit ne devait être que temporaire. Outre le relèvement de l'impôt sur les bénéfices, Biden avait promis une augmentation à 39,7 % des taux marginaux de l'impôt sur le revenu pour les plus riches, ainsi qu'un impôt minimal mondial sur les sociétés à 21 %. Notons que les deux premières propositions sont, au mieux, un retour à l'époque pré-Trump et absolument pas une remise en cause des baisses d'impôts accordées

volume des plans. Dans les dernières discussions sur le MATP, la hausse de l'impôt sur les bénéfices a disparu ; tandis que l'impôt minimal mondial est passé de 21 % à 15 %, soit 1 point de moins que l'imposition moyenne des GAFAM²³.

Au début du mandat, les dirigeants en vue de la gauche du Parti Démocrate – Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez – savouraient leur victoire d'inspirer la nouvelle administration, participant à entretenir d'éventuelles illusions à son sujet. Mais la balance penche toujours à droite dans ce Parti Démocrate au service du grand capital américain. Et la gauche finira par voter les plans en disant : « mieux vaut ça que rien ».

LE CAP STRATÉGIQUE IMPÉRIALISTE

Sur quoi tombe-t-on, alors, quand on gratte l'épaisse couche de faux-semblants entretenus par la Maison-Blanche et par tous les idolâtres de Biden ? Une



politique pour l'impérialisme.

Dans l'AJP, une enveloppe comparable à celle destinée aux infrastructures – et comparable aux dépenses « sociales » de l'AFP – est consacrée à déployer une nouvelle politique industrielle et technologique pour assoir la domination internationale des États-Unis²⁴. Non pas que celle-ci soit menacée dans l'immediat par la Chine sur les terrains qui comptent – l'armement, la diplomatie. Mais il s'agit d'affirmer que la bourgeoisie américaine ne partagera pas sa première place et entend peser dans la répartition des autres. Biden le répète à longueur d'interventions : il faut que les États-Unis soient « numéro 1 », il faut qu'« ils gagnent le XXI^e siècle » et donc qu'ils surclassent la Chine. La tournée européenne de Biden s'est ainsi faite sous le drapeau du « *America is back* », un slogan cher à Reagan.

Ce n'est pas par conscience écologique que l'AJP contient tout un important volet sur la voiture électrique (et d'ailleurs, quelle conscience écologique qui consisterait à mettre sur les routes des pick-up électriques du genre de ceux conduits par Biden lors de sa visite à l'usine Ford Rouge !). Ce volet prévoit des investissements sur les infrastructures (réseaux de recharge), des subventions aux entreprises, des dépenses de recherche et développement, et une commande publique importante (par exemple, par le remplacement des fameux bus scolaires jaunes par des équivalents électriques) – le tout pour un montant initialement avancé de 178 milliards sur 8 ans (soit pratiquement une somme équivalente à celle qui est prévue pour assurer la maternelle gratuite à tous les Américains). Cela répond déjà à la restructuration des capacités de production automobile dans les principales métropoles impérialistes. Mais surtout, derrière les batteries de voitures, il y a les semi-conducteurs dont l'intérêt stratégique est d'autant plus important que les pénuries récentes ont révélé les faiblesses des États-Unis en la matière²⁵.

Démocrates et Républicains, qui s'écharpent sur les différents aspects fiscaux et budgétaires des plans Biden, tombent d'ailleurs d'accord pour un *Strategic Competition Act 2021* présenté en commun au Sénat qui prévoit de renforcer les dépenses militaires dans la zone indo-pacifique. Cette politique

pour l'impérialisme est maquillée, à l'intérieur, en une politique pour les « classes moyennes », à l'extérieur, en une politique pour la « démocratie » contre la Chine « autoritaire ». Les « bons emplois bien rémunérés et syndiqués » que promet Biden sont indissociables du projet de contenir la Chine. Et pour Biden, c'est une tentative de détourner ces bien mal-nommées « classes moyennes », en fait les travailleurs/ses des États-Unis, de Trump ou des options politiques plus à gauche que le centre démocrate. En matière de contrôle de l'immigration, la « révolution Biden » est aussi des plus limitées. Dans les années 1930, Roosevelt avait été bousculé par une intense vague de grèves et d'organisation des travailleurs. Nos regards portent plutôt de ce côté-là (même si on est vraisemblablement encore loin d'un mouvement d'une telle ampleur) que du côté des faux-semblants de Biden ! □

1. <https://www.alternatives-economiques.fr/revolution-biden/00098801>

2. Largement à tort, comme nous l'avons déjà discuté : <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/biden-sera-t-il-un-autre-roosevelt>.

3. <https://www.youtube.com/watch?v=eRHs9-w470c>

4. <https://www.facebook.com/watch/?v=17604879725132>

5. <https://www.franceinter.fr/emissions/questions-politiques/questions-politiques-06-juin-2021>

6. Un point relevé également par certains économistes plus proches du pouvoir politique : voir par exemple <https://www.project-syndicate.org/commentary/biden-economic-agenda-is-more-catch-up-than-visionary-by-jean-pisani-ferry-2021-05/french>

7. L'administration Biden table également sur « l'autofinancement » de l'AJP via un surplus de croissance et donc de recettes fiscales.

8. Ce volet de soutien de la part de l'État fédéral s'accompagne de mesures mises en place par la Banque centrale des États-Unis (la Fed). Déjà en 2020, sous l'administration Trump, la Fed a eu la responsabilité d'un fonds de soutien, doté de 1 100 milliards de dollars (Economic Stabilization Fund ou Main Street Lending Program), destiné à des prêts aux moyennes et grandes entreprises. Cela tombait évidemment en complément avec la politique monétaire menée par la Fed (et qui continuera dans les prochains mois), à savoir un maintien des taux d'intérêt directeurs à de très faibles niveaux (pour faciliter l'emprunt privé) et une reprise des programmes de rachats d'actifs financiers (pour soulager les bilans des entreprises les plus endettées).

9. Le premier plan Trump (« CARES Act » pour Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act) avait été adopté en mars 2020. Le deuxième plan Trump (Coronavirus Response and Consolidated Appropriations Act) avait été adopté en décembre 2020. Il y a eu un total de 2 200 milliards engagés entre les deux plans, avec un montant initial de 350 milliards de dollars (fourni en mars), puis un autre supplément d'urgence (525 milliards de dollars) en août, et enfin une rallonge en décembre de 1 000 milliards. Cela représentait déjà une intervention économique sur une échelle jamais vue aux États-Unis dans l'après-guerre (le plan de relance après la crise financière de 2008 était de « seulement » 800 milliards de dollars environ) ;

même si, comparé aux mesures prises ailleurs dans le monde pendant la pandémie, ce niveau d'intervention semble déjà moins extraordinaire.

10. Ces mesures ne sont par ailleurs pas significativement différentes, dans leur esprit, des plans de soutien à l'économie mis en place dans d'autres pays.

11. On décèle ici une petite variation entre Biden et Trump : le « chèque Covid » de Trump était moins généreux (1 200 dollars) et touchait une population plus large (car il était destiné aussi à des ménages plus aisés).

12. Voir par exemple les analyses préliminaires réalisées par des économistes de l'université de Columbia : <https://www.povertycenter.columbia.edu/news-internal/2021/presidential-policy/biden-economic-relief-proposal-poverty-impact>

13. Celle-ci a consisté notamment à se cacher derrière l'avis défavorable d'un obscur fonctionnaire du Congrès, le Parlementarian, dont l'avis purement consultatif n'a été que rarement suivi par les administrations précédentes.

14. Faisant mentir le Monde, certes pas mauvais pour faire passer les vessies pour des lanternes ! https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/04/29/joe-biden-le-president-des-travailleurs_6078490_3232.html

15. <https://alencontre.org/ameriques/americaord/usa/etats-unis-les-travailleurs-et-travailleuses-de-la-restauration-disent-pas-de-retour-au-travail-sans-un-reel-salaire-minimum-decent.html>

16. Dans le langage de la Maison Blanche : « Like great projects of the past, the President's plan will unify and mobilize the country to meet the great challenges of our time: the climate crisis and the ambitions of an autocratic China. » (<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/03/31/fact-sheet-the-american-jobs-plan/>)

17. <https://infrastructurereportcard.org/>. En effet, les incidents meurtriers (écroulements, déraillements, chaussées accidentées, etc.) se sont multipliés aux États-Unis depuis une décennie.

18. <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/03/31/fact-sheet-the-american-jobs-plan/>

19. Ibid.

20. Ibid.

21. Notons que l'absence de retour à l'école et donc le fait qu'une partie des travailleurs restent en dehors de l'emploi pour s'occuper de leurs enfants compte probablement pour beaucoup dans le choix de Biden de renforcer la prise en charge de la petite enfance : plus qu'un souci d'assurer un service public, la préoccupation est surtout pour libérer de la main-d'œuvre et augmenter le taux d'emploi.

22. Pour le plus grand bonheur des compagnies d'assurances privées qui trouvent là une manne inespérée : en effet, l'extension de la couverture santé signifie, dans ce cas, des subventions publiques pour permettre aux plus modestes de s'assurer auprès des compagnies privées.

23. Cet impôt minimal à 15 %, présenté par Biden au G7, ouvre d'ailleurs la porte à un alignement à la baisse des fiscalités dans les différents pays. Si l'Irlande devra augmenter son taux, la plupart des autres pays pourront baisser le leur !

24. Il s'agit à la fois d'une enveloppe conséquente proposée pour la recherche et le développement (environ 135 milliards dans la proposition initiale), de la mise en place d'une nouvelle administration publique en charge de « monitorer » le développement des « secteurs cruciaux » (50 milliards), et des subventions directes et indirectes aux entreprises de ces secteurs (environ 300 milliards).

25. Cette branche industrielle particulière est déjà certaine de bénéficier d'une enveloppe propre de 50 milliards sur 5 ans, prévue par le « CHIPS Act », législation proposée et soutenue par des Républicains et des Démocrates.

Palestine vivra, Palestine vaincra !

PAR JULIEN SALINGUE

Après des négociations menées par l'entremise de l'Égypte et du Qatar, un cessez-le-feu a été instauré entre Israël et la bande de Gaza le 21 mai, mettant fin à une nouvelle séquence de brutale répression militaire israélienne. Si l'on peut évidemment se réjouir que la population de Gaza ne soit plus sous les bombes, rien n'est pourtant réglé, et l'on peut s'attendre à ce que, dans les semaines qui viennent, les PalestinienEs continuent de se mobiliser pour leurs droits nationaux et démocratiques. C'est pourquoi nous avons voulu revenir, dans ce dossier, au-delà des enjeux immédiats de la récente séquence de mobilisation et de répression, sur les dynamiques plus profondes en Palestine et en Israël, et sur la nécessaire solidarité.

La fin de l'opération de bombardement sur la bande de Gaza a résonné comme un échec pour les autorités israéliennes. Si la séquence a été particulièrement violente, avec des raids d'une intensité inédite et des dégâts matériels et humains considérables, il n'en demeure pas moins que l'État d'Israël ne sort pas gagnant de l'affrontement qui a eu lieu au mois de mai. Bien au contraire, pour bien des PalestinienEs, le cessez-le-feu est davantage le révélateur d'une crainte israélienne que la situation dégénère que d'une maîtrise de l'agenda.

COMMUNAUTÉ DE DESTIN

Si l'attention médiatique s'était particulièrement portée sur Gaza, il ne faut en effet pas oublier que c'est dans l'ensemble de la Palestine qu'Israël a dû faire face — et fait encore face — à une contestation palestinienne de ses politiques d'apartheid : la mobilisation simultanée à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem et en Israël même, si elle n'est évidemment pas l'affirmation d'une unité politique soudainement retrouvée, est l'expression de la conscience d'une communauté de destin entre les différents secteurs palestiniens. Un cinglant avertissement adressé à la puissance coloniale qui n'a eu de cesse, au cours des dernières décennies, de fragmenter la population palestinienne, mettant en pratique le vieil adage « Diviser pour mieux régner ». Symbole de ce phénomène, l'appel

à la grève générale le 18 mai lancé à l'initiative de collectifs de jeunes et largement suivi et repris dans toute la Palestine historique : « Depuis toute la Palestine colonisée, nous vous appelons à rejoindre notre grève générale et notre journée d'action du mardi 18 mai. [...] Nous faisons appel à votre soutien pour consolider ce moment de résistance populaire sans précédent, lancée depuis Jérusalem et s'étendant à chaque village, ville et camp de réfugiés à travers la Palestine et à nos frontières avec le Liban, la Syrie et la Jordanie. »

Telle est l'une des singularités du soulèvement de ces dernières semaines, qui présente en outre un visage particulièrement jeune et qui n'était guère encadré par les forces politiques traditionnelles, qu'il s'agisse du Hamas, du Fatah ou de la gauche. Dans les premiers jours, on a même vu l'Autorité palestinienne de Ramallah réprimer les manifestantEs en Cisjordanie, avant de changer de braquet et de jouer la carte de la rhétorique de l'« unité nationale », de peur de perdre un peu plus de terrain face à un Hamas apparaissant comme défenseur de touTEs les PalestinienEs, et pas seulement ceux de Gaza.

ET MAINTENANT ?

Bien malin serait celui ou celle qui pourrait prévoir ce qui va se passer dans les jours et les semaines qui viennent. Une chose est toutefois certaine : la répression israélienne se poursuit, avec entre autres l'opération « Law and Order »

menée en Israël dont l'objectif était d'arrêter 500 PalestinienEs mobilisés ces dernières semaines, tandis que la mobilisation se poursuit à Jérusalem, notamment autour des quartiers de Sheikh Jarrah et de Silwan, et en Cisjordanie. Partout en Palestine, on discute politique, on discute structuration, on discute de la suite, et si l'on ne peut guère se risquer à faire des pronostics, nul doute que la séquence qui s'est ouverte ces dernières semaines est loin d'être terminée et que notre solidarité va devoir s'exprimer.

Comme l'explique le chercheur Tareq Baconi : « Les Palestiniens doivent trouver un moyen de maintenir ce soulèvement populaire au-delà des structures de direction qui existent aujourd'hui. Cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas y avoir de direction pour le mouvement. Ce que nous avons appris des soulèvements arabes de 2011, c'est que s'il n'y a pas de direction capable de prendre des décisions politiques et stratégiques, l'État profond et le statu quo gagnent. Ce leadership ne peut pas être canalisé vers les mêmes institutions corrompues qui nous ont amenés là où nous sommes aujourd'hui. Il faut qu'un leadership plus inclusif émerge de cette mobilisation de la base. La forme que cela prendra n'est pas encore claire, mais nous n'en sommes qu'aux premiers jours¹. » □

1. « Hamas breaks out of its Gaza cage », sur 972mag.com : <https://www.972mag.com/hamas-gaza-jerusalem-protests/>

Tremblement de terre pour le mouvement national palestinien

PAR NICOLAS DOT-POUILLARD

Avec le cessez-le-feu du 21 mai 2021 entre le Hamas et Israël, une nouvelle période s'ouvre pour le mouvement national palestinien. Divisés après l'annulation des élections législatives par Mahmoud Abbas, les partis font face aux défis d'un nouveau soulèvement. NB : cet article a été écrit avant l'assassinat par les forces de sécurité palestiniennes de l'opposant Nizar Banat, qui a déclenché une vague d'indignation dans les territoires palestiniens et des manifestations exigeant la démission de Mahmoud Abbas¹.

À la fin du mois d'avril 2021, le spectre de la division interpalestinienne refait surface. Le président de l'Autorité palestinienne (AP) Mahmoud Abbas annule les élections législatives qui devaient se tenir au mois de mai, alors même que 36 listes ont été validées par la Commission centrale des élections, et que 93 % des Palestiniens en âge de voter se sont inscrits sur les listes électorales. La fragile réconciliation interpalestinienne actée à Beyrouth par l'ensemble des factions membres et non membres de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en septembre 2020, validée lors d'une série de rencontres palestiniennes au Caire et à Istanbul les mois suivants, tient en un simple agenda : des élections législatives tenues au printemps dans les territoires occupés, suivies de la présidentielle, puis d'un renouvellement du Conseil national palestinien (CNP) de l'OLP. Cette réconciliation nationale a un parrainage qatari, turc et égyptien, trois pays engagés dans les pourparlers interpalestiniens. Elle a aussi ses maîtres d'œuvre : Jibril Rajoub, secrétaire du comité central du Fatah, et Salah Al-Aroui, vice-président du bureau politique du Hamas.

UNE DIVISION TOUJOURS RECOMMENCÉE

En arguant de l'impossibilité de tenir des élections à Jérusalem-Est du fait

d'un blocage israélien, le président de l'AP a surtout remis en cause plusieurs mois de négociations interpalestiniennes en Cisjordanie, à Gaza, et dans l'ensemble de la région. Le véritable motif de l'annulation des élections par Mahmoud Abbas tient plus aux divisions de son parti, le Fatah, mal en point : en avril, trois listes se réclament de l'héritage du président Yasser Arafat. La première, « officielle », est conduite par Mahmoud Al-Aloul, secrétaire général du Fatah. La deuxième est emmenée par Nasser Qudwa, neveu de Yasser Arafat, expulsé du comité central du Fatah au mois de mars, et par l'avocate Fadwa Barghouti, membre du Conseil révolutionnaire du Fatah, l'épouse du député Marwan Barghouti. Ce dernier, incarcéré par les Israéliens depuis 2002, souhaitait se présenter à l'élection présidentielle ; populaire, il aurait pu sans nul doute la remporter face à un Mahmoud Abbas à la

légitimité déclinante. Son élection serait un cauchemar pour les Israéliens, confrontés à un scénario à la Nelson Mandela.

La troisième liste, enfin, est parrainée par Mohammad Dahlan et par son Fatah-Courant réformiste (*Tyar Al-Islahi*) : ancien homme fort de la bande de Gaza, expulsé du Fatah en 2011,



© Wikimedia Commons.

il est aussi le commis-voyageur de la diplomatie des Émirats arabes unis, où il réside. Il a récemment opéré un rapprochement avec le Hamas dans la bande de Gaza : Rachid Abou Chabak, l'un de ses proches et membre du Fatah-Courant réformiste, est récemment retourné dans la bande de Gaza, après 15 ans d'exil.

Début mai, la scène politique palestinienne n'inquiète donc pas les Israéliens. Le mouvement national palestinien est de nouveau divisé, après les quelques tentatives de réconciliation de l'automne et de l'hiver 2020 ; les élections législatives et présidentielle sont annulées, écartant toute possibilité de victoire législative du Hamas, ou d'élections de Marwan Barghouti, potentiel président-prisonnier ; il n'y aura donc pas de renouvellement du Conseil national de l'OLP. Mahmoud Abbas est un président d'autant plus faible que son parti est de plus en plus divisé.

L'affaiblissement du soutien arabe à la cause palestinienne peut se poursuivre, dans la continuation des accords de normalisation de 2020 et de 2021 entre Israël, les Émirats, Bahreïn, le Soudan et le Maroc. Et la colonisation peut encore s'accélérer. Le gouvernement de Benyamin Nétanyahou a les coudées franches : il n'anticipe pas une réponse politique palestinienne d'ampleur, alors que les forces armées israéliennes envahissent l'esplanade des Mosquées à Jérusalem en plein mois de ramadan, et que les expulsions de familles palestiniennes dans les faubourgs de Cheikh Jarrah se multiplient.

HAMAS, L'UNITÉ PAR LES ARMES

Le 10 mai 2021, Abou Obeida, porte-parole des Brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du Hamas, annonce qu'à six heures du soir, une première salve de roquettes sera lancée sur Israël si les forces armées israéliennes ne se retirent pas de l'esplanade des Mosquées, ainsi que du quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem-Est. À l'heure dite, les premières roquettes sont tirées de la bande de Gaza. Le Hamas prend l'initiative politique, et impose son agenda aux Israéliens. C'est un pari certes risqué : l'ampleur des bombardements israéliens sur la bande de Gaza, du 10 au 21 mai, tout autant qu'il touche très majoritairement des civils, peut mettre en péril ses cadres et son arsenal balistique, censé quelque peu

rééquilibrer les termes d'une guerre coloniale et asymétrique. Mais le Hamas souhaite imposer une nouvelle équation aux Israéliens, en reliant politiquement et symboliquement, à défaut de toute continuité territoriale, la bande de Gaza à Jérusalem. Ses revendications ne sont plus centrées sur la levée du blocus israélien de la bande de Gaza, comme par le passé : elles sont concentrées sur la colonisation israélienne à Jérusalem.

Un tournant fondamental dans la politique du mouvement islamiste s'est opéré. Le 15 mai 2021, Khaled Mechaal, président de la branche extérieure du Hamas, énonce les quatre conditions palestiniennes pour un cessez-le-feu : le retrait des troupes israéliennes de l'esplanade des Mosquées, le retrait des colons de Cheikh Jarrah, la libération de tous les prisonniers récemment incarcérés par les Israéliens, et l'arrêt des bombardements sur Gaza.

Le Hamas veut également être le parti de l'unité interpalestinienne. C'est d'abord une unité par les armes. Car dans le conflit qui oppose la bande de Gaza à l'armée israélienne, le Hamas n'est pas seul. Il bénéficie de l'appui politique et militaire de tous les partis palestiniens à Gaza. Sa branche militaire dispose certes de la capacité balistique la plus efficace, atteignant désormais Tel-Aviv : mais elle fait aussi partie d'une Chambre d'opération militaire commune (Ghurfat al-mush-taraka) associant toutes les factions. Née en mai 2018, la Chambre d'opération commune a mené une série d'exercices militaires dans la bande de Gaza en décembre 2020. Constituée de 12 groupes armés, elle regroupe autant des formations islamistes (Hamas, Mouvement du Jihad islamique en Palestine - MJIP), que des formations de gauche (les Fronts populaire et démocratique pour la libération de la Palestine-FPLP et FDLP) et trois brigades affiliées... au Fatah (les Brigades Abd el Kader Al-Husseini, Ayman Al-Jaoudeh et Al-Amoudi). Lorsque le 10 mai 2021, Abou Obeida, porte-parole de la branche armée du Hamas, donne un ultimatum à Israël pour retirer ses troupes de l'esplanade des Mosquées, il le fait d'ailleurs au nom de « la direction de la résistance de la Chambre d'opération commune », et non du mouvement islamique.

Avant le 10 mai 2021, le mouvement national palestinien s'est fracturé sur

le dossier des élections. À l'époque, les factions palestiniennes, à l'exception du Fatah, dénoncent la suspension du processus électoral par le président palestinien. Mais à la mi-mai, elles soutiennent le Hamas face à Israël. En reliant Gaza à Jérusalem, à la Cisjordanie et aux territoires de 1948, le mouvement islamique ne veut plus apparaître comme le gérant perpétuel d'une bande de Gaza assiégée, mais comme le garant de l'unité nationale et territoriale palestinienne, alors même que l'AP de Mahmoud Abbas est de plus en plus critiquée en Cisjordanie : le 14 mai, de jeunes Palestiniens au sud de Naplouse ont incendié un poste de police palestinien, protestant contre la coopération sécuritaire entre Israël et l'AP.

LE FATAH POUR L'INTIFADA ?

Le 15 mai 2021, dans une vidéo circulant sur les réseaux sociaux palestiniens, le secrétaire général du Fatah Mahmoud Al-Alloul appelle les militants de son parti à participer à toutes les manifestations populaires à Jérusalem-Est et en Cisjordanie contre la colonisation israélienne. Le 18 mai, le mouvement de jeunesse (Chabiba) du Fatah mobilise ses militants lors des manifestations qui accompagnent la grève générale décrétée par les factions palestiniennes, les syndicats, les associations et les mouvements de jeunesse indépendants dans l'ensemble de la « Palestine historique », c'est-à-dire comprenant les Palestiniens des territoires occupés et ceux détenteurs de la citoyenneté israélienne. La veille au soir, la branche armée du Fatah, les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa (BMA) défile dans les rues de Ramallah pour la première fois depuis 16 ans. Le lendemain, elles s'accrochent à l'armée israélienne à Al-Bireh, non loin de Ramallah. Mahmoud Abbas s'était pourtant promis d'interdire les activités des BMA, depuis son accession à la présidence palestinienne en janvier 2005. Son parti semble hors de contrôle. Sa base populaire est sensible à une Intifada naissante.

Et les initiatives militaires du Hamas ont un effet d'entraînement sur le Fatah : lorsque les Israéliens cessent de bombardier la bande de Gaza, le 21 mai,





la branche est du Fatah dans la bande de Gaza publie un communiqué appelant à l'unité nationale et à continuer le soulèvement dans les territoires occupés de 1967 et de 1948 (Israël). La base du Fatah pourrait être également sensible aux appels du député emprisonné Marwan Barghouti à poursuivre et structurer le soulèvement en cours – et à réformer l'OLP : dans une lettre de prison publiée le 15 mai, il rappelle que le Fatah est le « *protecteur du projet national révolutionnaire palestinien* », mais il appelle également à intégrer le Hamas et le mouvement du Jihad islamique en Palestine au sein de l'OLP, « *maison commune aux Palestiniens* ». Deux jours après la publication de cette lettre, il est mis en isolement carcéral par les Israéliens.

La direction du Fatah a bien conscience qu'un changement d'époque s'est produit. Jibril Rajoub, secrétaire du Comité central du Fatah et artisan du dialogue national avec le Hamas ouvert à Beyrouth en septembre 2020 admet, lors d'un interview accordée à une chaîne télévisée saoudienne le 19 mai, qu'une « *nouvelle réalité* » s'est imposée, et que « *les choses ne reviendront plus à ce qu'elles étaient avant le 10 mai 2021* », date du début de la bataille de Gaza.

Au sein du Fatah, la tentation d'un retour à l'Intifada est donc forte – d'autant plus qu'il est maintenant complètement dépassé par un Hamas qui se pose en avant-garde de l'unité nationale, et qui a réussi le tour de force de relier politiquement et symboliquement la bande de Gaza à Jérusalem. Néanmoins, le Fatah dépend encore financièrement et politiquement de l'AP, laquelle est tenue à bout de bras par les principaux États occidentaux ; des membres du Fatah, cumulant affiliation partisane et appartenance aux appareils de police et de renseignements palestiniens, sont engagés dans la coopération sécuritaire avec Israël. La concurrence avec le Fatah-Courant réformiste de Mohamed Dahlan, proche des Émirats, soude la majorité du comité central du Fatah autour du président Mahmoud Abbas. La page de l'AP n'est donc pas complètement tournée, mais les tensions apparues au sein du Fatah lors du processus électoral avorté du printemps 2021 s'accroissent avec la dynamique du soulèvement.

TRADUIRE POLITIQUEMENT LE SOULÈVEMENT

Le Hamas est maintenant à l'offensive politique et diplomatique : il mène le jeu en Palestine. La médiation égyptienne pour un cessez-le-feu avec Israël lui donne une stature régionale. Tout en remerciant l'Iran pour son soutien « *financier et militaire* », le président du bureau politique du Hamas Ismaël Haniyeh, dans un discours prononcé le 21 mai 2021, appelle à « *renforcer les relations avec la communauté internationale* », tout en prenant en compte de « *grands changements dans les sociétés européennes et occidentales* ».

Mais le Hamas est confronté à un défi : proposer des perspectives stratégiques. L'unité dans la résistance armée à Gaza est une chose. La structuration sur le long terme d'une Intifada naissante chez l'ensemble des Palestiniens en est une autre. Pour le moment, de nombreux points d'interrogation subsistent sur le débouché politique du soulèvement : articulation de la lutte armée dans la bande de Gaza et des manifestations populaires en Cisjordanie et à Jérusalem, liens avec les Palestiniens détenteurs de la citoyenneté israélienne, ouverture sur une diaspora palestinienne fortement mobilisée au Liban et en Jordanie, équilibre précaire à maintenir entre des puissances régionales aussi discordantes que l'Iran, l'Égypte et les pays du Golfe.

Si la question des élections palestiniennes semble pour le moment compromise, celle d'une transformation profonde de l'OLP demeure pertinente

pour bien des organisations politiques, comme le rappelle le communiqué du FPLP publié le jour du cessez-le-feu. Mais les mécanismes de renouvellement de l'OLP restent encore à définir. Ils ne sont pas seulement organisationnels – l'intégration du Hamas et du MJIP au sein de la centrale palestinienne – mais également générationnels et programmatiques. Les jeunes manifestants de Jérusalem ou de Ramallah n'ont pas même connu la seconde Intifada de septembre 2000. La colonisation des territoires occupés a quant à elle rendu la perspective de deux États israélien et palestinien côte à côte de plus en plus improbable.

Pour le mouvement national palestinien, il y a un risque : que le retour à la division entre le Hamas et le Fatah et l'absence de réconciliation interpalestinienne apparaissent en complet décalage avec une mobilisation populaire historiquement inédite, touchant tout autant les villes de Lod et de Haïfa que Jénine et les camps de réfugiés du Liban. Le Hamas, le Fatah et l'ensemble des partis politiques palestiniens font un constat commun : une page s'est définitivement tournée sur les accords d'Oslo, et une nouvelle conjoncture politique s'est ouverte, sans doute équivalente au coup de tonnerre de la première Intifada de décembre 1987. Toute la question étant maintenant celle de leur coordination, et de la traduction politique du soulèvement sur le long terme. □

1. Cet article a été publié sur le site Orient XXI. Nous le reproduisons avec l'aimable autorisation de son auteur.



Du sionisme des origines à l'apartheid

PAR JULIEN SALINGUE

Le récent soulèvement palestinien a non seulement démontré que, même si la question de Palestine était passée depuis plusieurs années sous les radars médiatiques, l'actualité de la lutte contre l'apartheid israélien est toujours vivace. L'occasion de revenir sur les grandes coordonnées du conflit opposant Israël aux Palestiniens, et de se poser notamment la question de l'avenir de la revendication de « l'État palestinien indépendant » au regard des évolutions de la situation sur le terrain.

Contrairement à une assertion couramment admise, qui affirme que « le conflit israélo-palestinien est une question complexe », les données du problème sont en réalité relativement simples : l'instabilité permanente dans l'ancienne Palestine mandataire résulte, en dernière analyse, de l'indépassable contradiction entre le projet sioniste d'établir un État juif en Palestine et la présence sur cette terre d'un peuple autochtone refusant d'abandonner ses droits nationaux. De la grande révolte arabe de 1936, provoquée par l'accélération de l'immigration sioniste et des acquisitions de terres par les colons juifs, aux récents « événements » de Sheikh Jarrah, réponse à la volonté d'expulser des Palestiniens de Jérusalem, en passant par la Nakba de 1947-1949, c'est cette contradiction essentielle qui demeure le moteur du conflit.

RETOUR AUX SOURCES : « UN PEUPLE SANS TERRE » SUR UNE TERRE DÉJÀ PEUPLÉE

Le projet des dirigeants du mouvement sioniste n'a jamais été de partager la terre de Palestine avec les Palestiniens, et ce dès la création de l'État d'Israël, comme le déclarait alors David Ben Gourion, considéré comme le « père fondateur » d'Israël : « *L'acceptation de la partition ne nous engage pas à renoncer à la Cisjordanie. On ne demande pas à quelqu'un de renoncer à sa vision. Nous accepterons un État dans les frontières fixées aujourd'hui ; mais les frontières des aspirations sionistes sont les affaires des Juifs et aucun facteur externe ne pourra les limiter*¹ ». Depuis lors, la souveraineté

israélienne sur l'ensemble de la Palestine du mandat britannique est demeurée l'objectif principal de l'ensemble des dirigeants de l'État juif.

Pour y parvenir, le mouvement sioniste a eu (et a encore) besoin du soutien des grandes puissances. Mais ce soutien a toujours eu un prix : l'État d'Israël devait avoir, au moins en apparence, les attributs d'une démocratie. Une seconde contradiction a donc rapidement fait son apparition, qui a résulté de la nécessité de préserver simultanément le caractère juif et le caractère démocratique de l'État. La solution envisagée par les dirigeants du mouvement sioniste, puis de l'État d'Israël, a été de s'assurer que les citoyens de l'État soient dans leur très grande majorité, sinon dans leur totalité, des Juifs. Ils ont donc dû rapidement trouver, avant même la Déclaration d'Indépendance d'Israël en 1948, une solution au « problème » palestinien, sachant pertinemment que contrairement au mensonge qu'ils avaient sciemment répandu la Palestine n'était pas une « terre sans peuple » et que la seule immigration ne pourrait suffire à assurer la suprématie démographique juive.

DE L'EXPULSION AUX CANTONS

Le peuple palestinien, du fait de son existence même, a toujours été et demeure aujourd'hui encore un obstacle à la pleine réalisation du projet sioniste. De l'annihilation pure et simple de l'obstacle (le Plan Daleth et l'expulsion de 1947-1949) à son contournement/containment (le Plan Allon de 1967 et la cantonisation, toujours en cours aujourd'hui), le but reste le même : le plus

de territoire et le moins de Palestiniens possible sous juridiction israélienne.

Les Accords d'Oslo, inspirés du Plan Allon (voir cartes ci-contre), participaient de cet objectif : abandonner la gestion des zones palestiniennes les plus densément peuplées à un pouvoir autochtone tout en gardant le contrôle de la quasi-totalité du territoire, en poursuivant les déplacements de population et en accélérant la colonisation (le nombre de colons a doublé dans les dix années qui ont suivi Oslo). Le « retrait unilatéral » de Gaza s'est inscrit dans cette même logique, de même que la construction du Mur, dont le tracé délimite les cantons palestiniens.

Il y a donc, par-delà les nuances entre Travailleurs et Likoud, entre les généraux et les civils, une nette continuité dans les politiques des gouvernements de l'État d'Israël. Cette continuité et celle du soutien apporté par les grandes puissances à un allié de poids dans une région aux enjeux géostratégiques majeurs, ont produit une réalité qu'il est indispensable de prendre en compte pour toute discussion sur le possible avenir de la Palestine post-mandat :

- Malgré le « retrait » israélien de l'été 2005, les frontières terrestres de Gaza sont quasi-hermétiquement fermées, tant avec l'Égypte qu'avec Israël. La façade maritime et l'espace aérien sont sous contrôle israélien. L'asphyxie est totale et les incursions et bombardements sont quotidiens.





- Jérusalem, proclamée en 1980 « Capitale une et indivisible de l'État d'Israël », a fait l'objet d'une politique spécifique de judaïsation et de dépalestinisation. Les quartiers palestiniens sont en outre totalement isolés de la Cisjordanie par les colonies et le Mur. Dans le cadre du projet « Grand Jérusalem », Israël n'a eu de cesse de repousser les limites municipales de la ville vers l'Est en y intégrant les blocs de colonies pour aujourd'hui couvrir plus de 10 % de la Cisjordanie.

- La Cisjordanie est coupée en deux par le « Grand Jérusalem », fragmentée en de multiples zones isolées les unes des autres par les colonies, les routes de contournement, les différentes sections du Mur et les checkpoints israéliens. 40 % de sa superficie est aujourd'hui couverte par les infrastructures israéliennes (colonies, routes, camps militaires...). On y dénombre plus de 200 colonies et plus de 700 000 colons juifs, qui bénéficient de l'extension de l'ensemble des infrastructures israéliennes, notamment les routes.

Tandis que Gaza est isolée du monde, la Cisjordanie n'est pas seulement « occupée par Israël » mais « intégrée à Israël ». La « Cisjordanie » et la « Ligne Verte » n'existent plus que sur les cartes et chaque jour la superficie intégrée augmente. Le plan de cantonisation est donc en voie d'achèvement. La superficie totale de l'État d'Israël comprenant les 40 % de la Cisjordanie qui sont de facto annexés et intégrés représente plus de 23 000 km², contre à peine plus de 3 000 km² de cantons palestiniens isolés dont les entrées et sorties sont sous

contrôle israélien.

Au terme du processus, Israël exercera sa souveraineté sur approximativement 90 % de la Palestine mandataire, desquels environ 90% des 12 millions de Palestiniens seront exclus. Les cantons de Cisjordanie et de Gaza (10 % de la Palestine) seront le lieu de résidence des six millions de Palestiniens « de l'intérieur ». En concertation avec Israël, une infime partie des réfugiés de l'extérieur se verra offrir la possibilité de s'installer dans les îlots palestiniens. Nul doute que la pression s'accroîtra sur les Palestiniens de 1948 (les mal nommés « Arabes israéliens ») pour qu'ils quittent Israël et aillent eux aussi rejoindre les réserves.

Telle est la vision qui a servi de fil conducteur, depuis 1967, à l'essentiel de l'establishment sioniste lorsqu'il a compris que l'expulsion de 1947-1949 ne pourrait se renouveler. Une vision qui est aujourd'hui devenu une quasi-réalité.

DES NÉGOCIATIONS POUR « DEUX ÉTATS » ?

Mais pourtant, diront certains, depuis 1993 Israël a renoncé à ses prétentions sur l'ensemble de la Palestine du mandat et a reconnu la nécessité de rechercher une solution négociée autour du compromis historique « deux États pour deux peuples ». Telles sont en effet les apparences, au-delà desquelles il faut aller chercher les motivations profondes des dirigeants israéliens. Mis sous pression par les États-Unis, ils ont su faire preuve d'un indéniable sens tactique et ont donné l'impression, au cours des années 1990 et 2000, d'accepter l'idée de « pourparlers de paix » et d'adopter le mot d'ordre des « deux États » : un

État palestinien pourrait voir le jour, aux côtés d'Israël, au terme d'un processus négocié. Ils ont ainsi donné l'impression d'ouvrir la porte à une sortie de conflit puisque la direction du Mouvement national palestinien, au nom du « réalisme », du « pragmatisme politique », et d'une « volonté de compromis », s'était rangée à la solution « à deux États » dès le milieu des années 1970 et l'avait officialisée durant les années 1980.

Au cours des années 1970 et 1980, les discussions entre les partisans d'une solution « à deux États » et ses adversaires se focalisaient notamment autour de deux de ses principales implications : la reconnaissance de la légitimité de l'État d'Israël comme État juif et la non-prise en compte, dans la solution proposée, des réfugiés et des Palestiniens de 1948. Un relatif consensus s'est néanmoins dégagé autour de l'idée de l'État palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza dans la mesure où il était alors conçu, pour une grande majorité des organisations palestiniennes, comme une revendication internationalement plus audible et donc plus populaire que la « libération de toute la Palestine », mais néanmoins avant tout comme une étape plus facile à atteindre avant une solution globale.

Ce choix a eu deux conséquences indirectes et non souhaitées : populariser l'amalgame « question palestinienne = État palestinien » et laisser entendre que les conditions étaient réunies pour trouver un terrain d'entente avec Israël quant à un règlement global du conflit. Mais en réalité les « deux États » de l'OLP puis de l'Autorité palestinienne n'ont jamais été les « deux États » des dirigeants israéliens. La réalité du terrain et les conditions posées lors des négociations ne laissent planer aucun doute : des Accords d'Oslo au Plan Sharon en passant par les propositions de Barak à Camp David en juillet 2000, pour les Premiers ministres israéliens « l'État palestinien » n'a jamais signifié autre chose que les cantons, et le processus négocié a été utilisé avant tout comme un moyen de rendre irréversible la situation sur le terrain tout en prétendant rechercher un compromis.

C'est cette évidence de plus en plus palpable qui a fait ressurgir, au cours des dernières années, le débat sur la pertinence du mot d'ordre de l'État indépendant, et ce à une large échelle : dans la population palestinienne, dans le Mouvement national, dans le mouvement de solidarité, dans la presse arabe et, de plus en plus, notamment par le biais de



tribunes d'intellectuels, dans la presse « occidentale ». Le débat n'évacue pas les questions « classiques » (réfugiés, Palestiniens de 1948, reconnaissance de l'État juif...) mais il est actualisé à la lumière des récentes dynamiques politiques et des évolutions « sur le terrain » : échecs à répétition des négociations, écrasement du soulèvement de septembre 2000, défaite électorale et rejet de plus en plus massif de la direction de l'Autorité palestinienne, identifiée depuis 30 ans au projet d'État palestinien, et surtout poursuite de la politique d'expansion qui fragmente et réduit de plus en plus les territoires prétendument alloués à l'État indépendant.

QUEL « ÉTAT PALESTINIEN INDÉPENDANT » ?

Au-delà des considérations théoriques, concernant notamment les relations entre les différents secteurs de la population palestinienne et l'exclusion de certains d'entre eux du processus « négocié », il ressort de ces débats que les arguments du « réalisme », du « pragmatisme politique » et de la recherche du mot d'ordre « audible et populaire », que l'on pouvait déjà contester dans les années 1970 et 1980, peuvent aujourd'hui être retournés contre ceux qui les utilisaient jadis. En fait c'est le sens même de l'idée de « compromis possible » qui doit être réexaminé à la lumière de la politique concrète et des « offres » israéliennes de ces dernières années.

La conquête et le contrôle de la Cisjordanie ne sont pas venus compléter le projet sioniste, ils en font partie intégrante, de même que la Cisjordanie fait aujourd'hui partie intégrante d'Israël. Exiger du gouvernement israélien qu'il renonce à la maîtrise de la Cisjordanie n'est donc pas, en ce sens, une position « modérée », une position de « compromis ». Cela ne revient pas en effet à lui quémander quelques « concessions » mais bien à lui demander de revenir sur ce qui a été le cœur de la politique israélienne depuis 1967, de défaire ce que l'ensemble des gouvernements israéliens ont mis plus de quarante ans à construire et, en réalité, d'abandonner purement et simplement le projet sioniste d'établissement d'un État juif sur la Palestine mandataire au moment même où il est en passe d'être réalisé.

On peut se demander quel « pragmatisme politique » il y a dans la demande faite à Israël de déplacer, indemniser et reloger près de 700 000 colons,

d'abandonner des infrastructures qui lui ont coûté, depuis 40 ans, des dizaines de milliards de dollars, d'accepter de « rendre » Jérusalem-est aux Palestiniens ou de partager la souveraineté sur l'ensemble de la ville, de tolérer au cœur de son territoire une route reliant la Cisjordanie et Gaza ou encore de renoncer au contrôle de la frontière avec la Jordanie, le tout dans un contexte de crise du mouvement national palestinien et où aucune pression internationale ne s'exerce sur le gouvernement israélien.

Au total, nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui reconnaissent aujourd'hui l'inutilité d'une étape qui entretient l'illusion du « compromis possible » entre existence de l'État juif et satisfaction des droits nationaux du peuple palestinien mais qui pour être atteinte nécessite désormais de réunir à peu près les mêmes conditions politiques que celles requises pour obtenir l'ensemble des droits pour les Palestiniens.

On peut en outre s'interroger sur le « réalisme » d'un mot d'ordre qui n'a plus de base matérielle : la « Cisjordanie », « Jérusalem-Est », sont des termes qui n'ont aujourd'hui qu'une signification très théorique puisqu'ils se réfèrent à des entités qui n'existent plus suite à leur digestion par l'État d'Israël. On peut se demander aussi quel « réalisme » se cache derrière un projet sans soutien populaire : il ne faudrait en effet surtout pas confondre le soutien à la revendication imprécise de l'État indépendant, assimilée pour une majorité de Palestiniens à l'idée même d'émancipation vis-à-vis de la domination d'Israël, et une quelconque adhésion de la population à un processus négocié qui n'aboutirait, au mieux, qu'à un « État » au rabais constitué de cantons sous surveillance israélienne, habités pour moitié par des réfugiés dont le sort ne serait pas réglé.

UNE RÉVOLTE FACE À UN SYSTÈME DE DISCRIMINATION

Le récent soulèvement populaire palestinien est à ce titre exemplaire, à de multiples égards. Le fait qu'il se soit organisé et déroulé à côté, voire parfois contre les structures historiques du mouvement national palestinien est ainsi révélateur de l'absence de légitimité des dites structures, au premier rang desquelles l'OLP devenue Autorité palestinienne, largement identifiée au projet failli d'État indépendant, et de l'absence d'enthousiasme — une formule euphémistique — pour le projet en question. Plus révélatrice

encore est la simultanéité des soulèvements des différents secteurs de la population palestinienne — en Cisjordanie, à Gaza, à Jérusalem, en Israël — qui, si elle ne doit évidemment pas être surinterprétée, témoigne d'une redistribution des cartes, y compris d'un point de vue du paradigme dans lequel s'inscrit la lutte de libération. Ainsi, les Palestiniens d'Israël ne se sont évidemment pas soulevés dans le but d'obtenir un État indépendant, mais face à un régime d'apartheid fait de violences et de discriminations. Les tentatives — parfois réussies — de coordination entre les différents secteurs témoignent du développement d'une conscience partagée d'être en lutte face à un même régime, quand bien même les discriminations se déclinent de diverses façons selon les régions et les statuts juridiques des Palestiniens.

L'universitaire Jean-Paul Chagnollaud écrivait récemment ce qui suit² : « *Il est possible que les événements de ces dernières semaines traduisent de nouvelles tendances de fond dans l'histoire de ce conflit, avec à la fois une solidarité très active entre les Palestiniens des deux côtés de la ligne verte et un retour à des formes de violence variées contestant radicalement un insupportable système de discriminations en Israël comme dans les territoires occupés. Système que de nombreuses ONG et un certain nombre de responsables politiques (comme le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian) nomment par son nom : un apartheid.* » Le constat, aussi paradoxal soit-il, est en effet implacable : en refusant de concéder le moindre droit aux Palestiniens tout en poursuivant son expansion coloniale, l'État d'Israël a petit à petit inversé la tendance à la fragmentation qui était à l'œuvre depuis plusieurs décennies. De fait, il existe aujourd'hui un seul État entre la Méditerranée et le Jourdain, avec entre autres un seul système économique (déséquilibré mais unifié), une seule monnaie, des infrastructures communes (routes, eau, électricité...), deux langues, l'arabe et l'hébreu, qui sont déjà celles de l'État d'Israël, etc. Un seul État mais, en son sein, une population privée de ses droits nationaux et démocratiques sur des bases ethno-nationales, soit une situation qui peut être qualifiée de régime d'apartheid.

CONTRE L'APARTHEID

« *Le régime israélien, qui contrôle tout le territoire entre le Jourdain et la*

Méditerranée, cherche à faire avancer et à cimenter la suprématie juive dans toute la région. À cette fin, il a divisé la région en plusieurs unités, chacune dotée d'un ensemble différent de droits pour les Palestiniens – toujours inférieurs aux droits des Juifs. Dans le cadre de cette politique, les Palestiniens se voient refuser de nombreux droits, dont le droit à l'auto-détermination. Cette politique est mise en œuvre de plusieurs façons. Israël moule la démographie et l'espace par des lois et des ordonnances qui permettent à tout Juif dans le monde ou à sa famille d'obtenir la citoyenneté israélienne, mais dénie presque complètement cette possibilité aux Palestiniens. Il a physiquement reconstruit la région entière en s'emparant de millions de dunams de terre et en établissant des communautés réservées aux Juifs, tout en repoussant les Palestiniens vers des petites enclaves. Le déplacement est contraint par des restrictions sur les sujets palestiniens, et le régime politique exclut des millions de Palestiniens de la participation aux processus qui déterminent leur vie et leur avenir, tout en les maintenant sous occupation militaire. Un régime qui utilise lois, pratiques et violence organisée pour cimenter la suprématie d'un groupe sur un autre est un régime d'apartheid. L'apartheid israélien qui promeut la suprématie des Juifs sur les Palestiniens n'est pas né en un seul jour, ni d'un seul discours. C'est un processus qui est graduellement devenu plus institutionnalisé et plus explicite, avec des mécanismes introduits au cours du temps dans la loi et dans la pratique pour promouvoir la suprématie juive. Ces mesures accumulées, leur omniprésence dans la législation et la pratique politique, et le soutien public et judiciaire qu'elles reçoivent – tout cela forme la base de notre conclusion : la barre pour qualifier le régime israélien d'apartheid a été atteinte. »

Cette longue citation, tirée de la conclusion d'un récent rapport de l'ONG israélienne B'Tselem³, résume en grande partie les processus à l'œuvre en Israël et dans les territoires palestiniens occupés. Ce sont plus de 14 millions de personnes qui vivent aujourd'hui entre la Méditerranée et le Jourdain, dont environ la moitié sont juives et l'autre moitié sont palestiniennes, avec un niveau d'imbrication inédit entre les populations, favorisée par la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem. Ces 14 millions de personnes sont sujettes,

de droit ou de fait, à l'autorité d'un même régime, qui les (mal-)traite sur la base de critères ethno-nationaux et, quand bien même il existerait une gradation dans les discriminations selon les secteurs de la population palestinienne, les 7 millions de Palestiniens font face à une politique unifiée d'apartheid. Le récent soulèvement peut être appréhendé comme la première expression d'une forme d'opposition unifiée à cette politique, même si elle se cherche encore, qui participe d'une reformulation du discours de libération nationale autour de mots d'ordre à la fois anti-coloniaux et démocratiques. C'est ce que craignait, à juste titre, l'ancien Premier ministre Ehud Olmert, qui déclarait en 2003 dans le Haaretz : « *Le temps nous est compté. De plus en plus de Palestiniens ne sont plus intéressés par une solution négociée, à deux États, car ils souhaitent changer l'essence même du conflit en passant d'un paradigme de type algérien à un paradigme de type sud-africain ; d'un combat contre "l'occupation", pour reprendre leur vocabulaire, à un combat de type "un homme = une voix". C'est bien sûr un combat beaucoup plus clair, beaucoup plus populaire et, au final, beaucoup plus puissant* ».

UNE QUESTION RÉGIONALE

Une dernière dimension doit être abordée, incontournable pour penser l'avenir de la question palestinienne. Il s'agit de la dimension régionale du conflit, essentielle depuis ses origines et incontournable quant à ses suites. La question palestinienne (lutte pour la satisfaction des droits nationaux des Palestiniens) a ainsi d'abord été la question « de Palestine » (lutte pour la libération de la terre de Palestine) et, à ce titre, une question arabe. Les États arabes ont refusé la partition de 1947 et plusieurs d'entre eux ont été en guerre contre Israël à trois reprises (1948, 1967, 1973). Lorsqu'en 1964 la Ligue des États Arabes soutient la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ce n'est pas tant pour permettre aux Palestiniens de se doter de leur propre représentation que pour réaffirmer le leadership des États arabes pour tout ce qui touche à la question de Palestine.

La fin des années 1960 fut le théâtre de la « palestinisation » de la lutte palestinienne : prise de contrôle de l'OLP par le Fatah, conflits d'ampleur avec la Jordanie ou la Syrie, etc. Cette autonomie est cependant demeurée très relative,

en raison notamment de la dépendance économique de l'OLP vis-à-vis des États arabes et de la nécessité de maintenir de bonnes relations avec ces derniers, au risque d'être isolée diplomatiquement. La question palestinienne et les diverses organisations du mouvement national (y compris le Hamas) sont profondément insérées au dispositif politique régional, à l'image du peuple palestinien lui-même, dont la majorité vit dans les pays limitrophes de la Palestine. C'est ainsi que doit être comprise l'adoption du mot d'ordre de l'État indépendant : formulée dans le contexte de glaciation régionale consécutif aux guerres de 1967 et de 1973, cette revendication exprimait, en dernière instance, l'adaptation, pour ne pas dire l'intégration, de la question palestinienne à l'ordre régional.

Dès lors, chacun comprendra que le processus révolutionnaire ouvert dans le monde arabe il y a 10 ans, qui participe d'un bouleversement dudit ordre régional, et l'issue de ce processus peuvent largement bouleverser la donne. On l'a d'ailleurs vu au cours des dernières années, avec dans un premier temps un regain de vigueur de la question palestinienne, avant qu'elle ne soit, à l'instar des soulèvements confrontés à de brutales forces contre-révolutionnaires, reléguée au second plan avec un rapport de forces très dégradé, qui a permis entre autres à l'administration Trump de reconnaître l'annexion de Jérusalem, puis d'avancer son « Deal du siècle » sans que cela suscite de vives réactions dans la région.

La lutte palestinienne a son autonomie et ses propres tempos, mais elle est inséparable de l'évolution des rapports de forces régionaux et des avancées des mouvements populaires progressistes. Il ne fait ainsi nul doute sur le fait qu'une démocratisation du monde arabe pourrait conduire à une résorption du fossé entre la solidarité populaire avec les Palestiniens et l'hostilité historique des dictatures à leur égard, modifiant considérablement les rapports de forces et permettant de sortir du cadre étroit des solutions envisagées depuis une quarantaine d'années, qui n'envisagent qu'un tête-à-tête entre Israël et les Palestiniens, arbitré par les États-Unis, et de repenser l'avenir des peuples de la région. □

1. Cité par Simha Flapan, *The Birth of Israel : Myths and Realities*, Pantheon Books, 1987, p. 22.

2. Jean-Paul Chagnollaud, « Israël-Palestine : retour aux années 1930 ? », *Middle East Eye*, 8 juin 2021.

3. En ligne sur btselem.org

Les PalestinienEs d'Israël face à l'apartheid

PAR B'TSELEM

Au début de l'année 2021, l'ONG israélienne B'tselem publiait un rapport intitulé « This is Apartheid » (« C'est l'apartheid »). Cette publication, établie par une ONG des droits humains réputée, a fait du bruit, non seulement parce qu'elle qualifie, preuves à l'appui, le régime israélien de régime d'apartheid, mais aussi parce qu'elle y inclut la situation des 1,8 million de PalestinienEs vivant en Israël (plus de 20 % de la population), faisant voler en éclats le mythe de la « seule démocratie du Moyen-Orient ». B'tselem confirme dans ce rapport ce que le député palestinien à la Knesset Ahmad Tibi déclarait il y a quelques années : « Israël est un État démocratique pour les juifs, et un État juif pour les Palestiniens ». Nous publions ci-dessous les parties du rapport de B'Tselem concernant les PalestinienEs d'Israël (mal-nommés « Arabes israéliens ») et les discriminations structurelles auxquelles ils et elles sont confrontés.

Plus de 14 millions de personnes, dont à peu près la moitié sont juives et l'autre moitié palestiniennes, vivent entre le Jourdain et la Méditerranée sous un seul et même régime. Dans le discours public, politique, juridique et médiatique, la perception courante celle de deux régimes séparés opérant côte à côte dans cette zone, séparés par la Ligne verte. Le premier régime, à l'intérieur des frontières de l'État souverain d'Israël, est une démocratie permanente avec une population d'environ 9 millions de personnes, tous citoyens israéliens. Le second régime, dans les territoires dont Israël s'est emparé en 1967, et dont le statut final doit supposément être déterminé dans de futures négociations, est une occupation militaire temporaire imposée sur quelque cinq millions de sujets palestiniens. Au cours du temps, cette distinction entre deux régimes s'est de plus en plus éloignée de la réalité. Cette situation existe depuis plus de 50 ans — deux fois plus longtemps que l'État d'Israël a existé sans celle-ci. Des centaines de milliers de colons juifs résident maintenant dans des colonies permanentes à l'est de la Ligne verte, vivant comme s'ils étaient à l'ouest. Jérusalem-Est a été officiellement annexée au territoire souverain d'Israël et la Cisjordanie a été annexée en pratique. Plus important encore, la distinction obscurcit le fait

que la région entière entre la Méditerranée et le Jourdain est organisée selon un unique principe : faire progresser et renforcer la suprématie d'un groupe — les Juifs — sur un autre — les Palestiniens. Tout ceci conduit à la conclusion que ce ne sont pas là deux régimes parallèles dont le principe suprémaciste se trouverait, par hasard, être le même, mais bien un régime, gouvernant la zone entière et les gens qui y vivent, sur la base d'un seul principe d'organisation unique.

LOIS ET POLITIQUES DISCRIMINATOIRES

À l'intérieur de son territoire souverain, Israël a promulgué des lois discriminatoires, et tout particulièrement la Loi sur la propriété des absents, autorisant à exproprier de vastes parcelles de terres détenues par des Palestiniens, y compris des millions de dunams dans des communautés dont les résidents ont été expulsés ou ont fui en 1948 et ont été empêchés d'y retourner. Israël a aussi réduit de manière importante les zones désignées pour les communautés et les conseils locaux palestiniens, qui ont maintenant accès à moins de 3 % de la surface totale du pays. La plupart des terres désignées sont déjà saturées de constructions. En conséquence, plus de 90 % des terres dans le territoire souverain d'Israël sont

maintenant sous le contrôle de l'État. Israël a utilisé ces terres pour construire des centaines de communautés pour les citoyens juifs — et pas une seule pour les citoyens palestiniens. Il y a une seule exception : une poignée de villes et de villages construits pour concentrer la population bédouine, qui a été dépouillée de la plupart de ses droits de propriété. La majeure partie des terres sur lesquelles les Bédouins vivaient a été expropriée et enregistrée comme terre domaniale d'État. Beaucoup de communautés bédouines ont été définies comme « non-reconnues » et leurs résidents comme « envahisseurs ». Sur des terres historiquement occupées par des Bédouins, Israël a bâti des communautés exclusivement pour les Juifs. Le régime israélien restreint sévèrement la construction et le développement dans le peu de terres qui reste aux communautés palestiniennes à l'intérieur de son territoire souverain. Il s'abstient aussi de préparer des plans d'urbanisation qui reflètent les besoins de la population, et garde les zones de juridiction de ces communautés virtuellement inchangées en dépit d'un accroissement de la population. Le résultat est un ensemble de petites enclaves surpeuplées



où les résidents n'ont d'autre choix que de construire sans permis. Israël a aussi voté une loi permettant aux communautés avec des comités d'admission, qui se comptent par centaines dans tout le pays, de rejeter des candidats palestiniens pour raison d'« incompatibilité culturelle ». En pratique, cela empêche les citoyens palestiniens de vivre dans des communautés conçues pour les Juifs. Officiellement, tout citoyen israélien peut vivre dans n'importe laquelle des municipalités du pays ; en pratique, 10 % seulement des citoyens palestiniens le font. Ils sont alors généralement relégués dans des quartiers séparés, à cause du manque de services éducatifs, religieux ou autres, du coût prohibitif d'acheter une maison dans d'autres parties de la ville ou des pratiques discriminatoires dans les ventes de terrains et de maisons.

BLOCAGE DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Les Palestiniens vivant dans d'autres pays ne peuvent immigrer vers la région située entre la Méditerranée et le Jourdain, même si eux-mêmes, leurs parents ou leurs grands-parents y sont nés et y ont vécu. La seule façon dont les Palestiniens peuvent immigrer vers des zones contrôlées par Israël est d'épouser une Palestinienne ou un Palestinien qui y vit déjà – comme citoyen, résident ou sujet –, tout en remplissant une série de conditions et en recevant l'approbation d'Israël. Israël n'empêche pas seulement l'immigration palestinienne mais bloque aussi le déménagement palestinien entre les zones, si le déplacement « améliore » son statut aux yeux du régime. Par exemple, des citoyens palestiniens d'Israël ou des résidents de Jérusalem-Est peuvent facilement déménager en Cisjordanie (bien qu'ils risquent leurs droits et leur statut en le faisant). Les Palestiniens des Territoires occupés ne peuvent pas obtenir la citoyenneté israélienne et déménager vers le territoire où Israël a la souveraineté, sauf dans de très rares occasions, qui dépendent de l'approbation des responsables israéliens. La politique d'Israël sur le regroupement familial illustre ce principe. Pendant des années, le régime a placé de nombreux obstacles devant les familles dans lesquelles chaque conjoint vit dans une unité géographique différente. Au cours du temps, ceci a gêné et souvent

empêché les Palestiniens épousant un Palestinien ou une Palestinienne d'une autre unité d'acquérir le statut de cette unité. En conséquence, des dizaines de milliers de familles n'ont pas pu vivre ensemble. Quand l'un des époux est résident de la Bande de Gaza, Israël autorise à la famille à y vivre, mais si l'autre conjoint est résident de Cisjordanie, Israël exige que les deux déménagent de manière permanente à Gaza. En 2003, la Knesset a voté une Ordonnance temporaire (encore en vigueur) interdisant la délivrance de la citoyenneté israélienne ou de la résidence permanente aux Palestiniens des Territoires occupés qui épousent des Israéliens ou Israéliennes – contrairement aux citoyens d'autres pays. Dans des cas exceptionnels approuvés par le ministre de l'Intérieur, des Palestiniens de Cisjordanie qui épousent des Israéliens ou Israéliennes peuvent se voir accorder le statut en Israël – mais uniquement de façon temporaire et sans accès aux avantages sociaux.

« ÉTAT-NATION DU PEUPLE JUIF »

Comme leurs homologues juifs, les citoyens palestiniens d'Israël peuvent entreprendre une action politique pour promouvoir leurs intérêts, par exemple voter ou être candidat à une fonction publique. Ils peuvent élire des représentants, établir des partis ou rejoindre des partis existants. Cela dit, les élus palestiniens sont continuellement vilipendés – un sentiment propagé par des personnalités politiques clés – et le droit des citoyens palestiniens à la participation politique est constamment attaqué. Et la participation politique

englobe plus de choses que le vote ou la candidature à une fonction publique. Israël dénie aussi aux Palestiniens des droits politiques comme la liberté de parole et la liberté d'association. Ces droits permettent aux individus de critiquer des régimes, de manifester contre des politiques, de former des associations pour faire avancer leurs idées et plus généralement de travailler à promouvoir le changement social et politique. Une kyrielle de lois, comme la loi sur le boycott et la loi sur la Nakba, a limité la liberté des Israéliens à critiquer les politiques liées aux Palestiniens dans toute la région.

La loi fondamentale de l'État-nation, promulguée en 1950, enracine le droit du peuple juif à l'auto-détermination à l'exclusion de tous les autres. Elle établit que distinguer les Juifs en Israël (et partout dans le monde) des non-Juifs est fondamental et légitime. Sur la base de cette distinction, la loi permet la discrimination institutionnalisée en faveur des Juifs dans l'implantation, la domiciliation, le développement des terres, la citoyenneté, la langue et la culture. Il est vrai que le régime israélien a largement suivi ces principes auparavant. Mais maintenant, la suprématie juive est inscrite dans la loi fondamentale, ce qui en fait un principe constitutionnel contraignant – contrairement à la loi ordinaire ou aux pratiques des autorités qui pouvaient être remises en question. Cela signale à toutes les institutions d'État, non seulement qu'elles peuvent, mais qu'elles doivent, promouvoir la suprématie juive dans la région entière sous contrôle israélien. □



Doit-on se réjouir de l'arrivée de Naftali Bennett au pouvoir en Israël ?

PAR JONATHAN OFIR

Si personne ne regrettera Netanyahu — qui est toutefois loin d'avoir disparu de la scène, les scènes de liesse qui ont accompagné l'arrivée du pouvoir de Naftali Bennett, y compris du côté d'une certaine gauche, ont de quoi surprendre. Le point de vue de Jonathan Ofir, écrivain israélien.

Un nouveau gouvernement a prêté serment en Israël le 13 juin, à la suite d'un vote de confiance très serré (60-59). La majorité prévue de 61 voix a été réduite suite à l'abstention de l'élu palestinien bédouin Said al-Harumi, de la Liste arabe unie islamique palestinienne (Ra'am) conservatrice, partie prenante du gouvernement, en raison de nouvelles destructions imminentes de villages bédouins dans le sud d'Israël. Le premier mandat, tel que prévu dans l'accord de rotation entre l'extrême droite de Naftali Bennett et le centriste Yair Lapid, est celui de Bennett : il est censé être Premier ministre jusqu'en août 2023. Bennett, du parti sioniste religieux des colons Yamina (« À droite »), est le Premier ministre le plus à droite qu'Israël ait jamais eu.

TUEUR DE DRAGONS

De nombreux sionistes, notamment à gauche, se réjouissent. Le nouveau gouvernement pourrait marquer la fin de la longue ère Netanyahu, qui a duré plus longtemps que n'importe quel autre Premier ministre, y compris le « père fondateur » d'Israël, David Ben Gourion. Netanyahu gouvernait depuis 12 années consécutives, auxquelles s'ajoutent les trois années du mandat 1996-1999.

On aurait pu croire que c'était le jour de l'indépendance : des milliers de personnes ont fêté le nouveau gouvernement avec des confettis et des drapeaux israéliens sur la place Rabin à Tel Aviv, ainsi que dans d'autres endroits en Israël qui s'identifient comme

des bastions de la gauche. Mais il s'agit de la gauche sioniste, et lorsqu'il s'agit de sionisme, la relativité se situe à l'intérieur d'un paradigme fondamentalement de droite en ce qui concerne son ultra-nationalisme.

Et c'est ainsi que Naftali Bennett va maintenant être vu comme un libéral : parce qu'il est censé être ce tueur de dragons qui a évincé Netanyahu. Le parti de ce tueur de dragons n'a obtenu que sept sièges aux dernières élections — le parti de Lapid en a obtenu 17 — mais la logique israélienne veut que, par pragmatisme, on en passe par là. Bennett pourrait bien modérer quelque peu sa rhétorique, et cesser de se vanter d'avoir tué « beaucoup d'Arabes », surtout maintenant qu'il dirige un gouvernement qui dépend de leur soutien. Il pourrait cesser de dire que les Palestiniens ne faisaient encore, il y a peu, que « grimper aux arbres ». Mais Bennett ne va pas soudainement se tourner vers la gauche, alors que son parti est nommé « À droite ».

Ce sera un gouvernement de droite, mais sans Netanyahu. Et Bennett n'est pas seulement plus à droite que Netanyahu : il est plus à droite que n'importe quel Premier ministre qu'Israël ait jamais eu. Plus que Begin, plus que Shamir, plus que Sharon.

MENACHEM BEGIN

Les élections de 1977 marquèrent la fin du régime sioniste travailliste des trois premières décennies d'Israël et furent remportées par Menachem Begin du Likoud. Begin fut Premier ministre de 1977 à 1983.

L'inspiration politique de Begin était l'idéologie révisionniste de Ze'ev (Vladimir) Jabotinsky. Ces gens étaient idéologiquement déterminés à s'emparer de l'ensemble de la Palestine historique, et plus encore, alors que le Parti travailliste de David Ben Gourion avait des ambitions du même ordre, mais un peu moins prononcées. Au cours de la vague de nettoyage ethnique de la Palestine (Nakba) en 1948, les forces armées de Begin, l'Irgoun, ont combattu les Palestiniens et les Britanniques et étaient en rivalité avec les factions travaillistes et sionistes, bien qu'elles aient parfois coopéré avec ces dernières, car elles partageaient des objectifs stratégiques clés. Ce sont les milices de la Haganah de Ben Gourion qui ont perpétré la plupart des opérations de nettoyage ethnique à grande échelle et, avec la formation de l'armée israélienne après mai 1948, toutes les factions ont été incorporées dans une armée unique, qui a poursuivi l'expansion et le nettoyage ethnique. Ben Gourion a essayé de se présenter comme le modéré par rapport à Begin, mais ce n'était que pure hypocrisie. Par la suite, l'image de Begin a été aseptisée en raison de sa participation aux accords de paix avec l'Égypte (en 1979). Mais si Israël a fini par rendre le désert égyptien du Sinaï, il n'a pas renoncé à ses ambitions de s'emparer de la Palestine



historique.

YITZHAK SHAMIR

Yitzhak Shamir était l'homologue de Begin au sein des factions révisionnistes – il dirigeait le Groupe Stern, un groupe dissident, qui était même un peu plus fasciste que l'Irgoun. Avraham ('Yair') Stern, le fondateur du groupe, a même offert son allégeance à Hitler en 1941, en vantant leurs affinités idéologiques. Shamir a été Premier ministre en 1983-1984 et en 1986-1992. Il fut lui aussi présenté comme un acteur du fameux « processus de paix » qui a abouti en 1991 à la Conférence de Madrid. Shamir a inventé ce qu'il appelait la « politique de la cuillère à café » : d'interminables séances de négociation au cours desquelles d'innombrables cuillères à café représentant des montagnes de sucre étaient mélangées à des océans de thé et de café, mais aucun accord n'était jamais atteint.

ARIEL SHARON

Ariel Sharon fut Premier ministre de 2001 à 2006. Bien qu'il n'ait pas les mêmes références historiques que Begin et Shamir concernant la Nakba, Sharon avait néanmoins un dossier bien connu de crimes de guerre racistes, qui font de lui l'une des figures sionistes les plus sombres des temps modernes, en ce qui concerne les Palestiniens. Sharon était commandant de peloton lors de la Nakba de 1948, dans la brigade Alexandroni de la Haganah de Ben Gourion – la même brigade qui a perpétré le massacre de Tantura (au moins 200 morts entre le 22 et le 23 mai 1948). Sharon a dirigé les « opérations de représailles » meurtrières dans les années 1950 avec son unité 101, qui a perpétré le massacre de Qibya (70 morts les 14 et 15 octobre 1953). En tant que ministre de la Défense sous Begin, Sharon a contribué à permettre les massacres de Sabra et Shatila au Liban, en 1982.

Sabra et Shatila ne l'ont pas empêché d'être élu Premier ministre en 2001, après être devenu le leader du Likoud en 2000. On peut même supposer que son histoire sanglante a servi d'atout pour son élection. En Israël, Sharon avait l'aura du « Sabra », dans la mesure où il était né en Palestine et où il avait participé aux travaux agricoles.

Sa personne était ainsi une sorte de passerelle entre le Likoud, de style plus urbain, et le Parti travailliste, de style plus rural. Bien qu'il ne soit pas religieux en tant que tel, son zèle à conquérir la Palestine avait un caractère religieux-fundamentaliste. En 1998, il déclarait, en tant que ministre des Affaires étrangères : « *Tout le monde doit se lever, courir et s'emparer du plus grand nombre possible de sommets de collines [palestiniennes] pour agrandir les colonies [juives], car tout ce que nous prenons maintenant restera à nous. [Et] tout ce que nous ne prenons pas leur reviendra.* »

Son credo était, bien sûr, le militarisme, et Yitzhak Rabin l'a salué comme « *le plus grand commandant d'opération de notre histoire* ». En 2005, Sharon s'est prétendument transformé en une sorte de centriste, formant le parti Kadima (dirigé plus tard par Tzipi Livni). C'est à ce moment-là que Sharon a lancé le retrait unilatéral de Gaza (« désengagement »), qui consistait en fait à sortir de la prison à ciel ouvert de Gaza et à jeter la clé, tout en maintenant l'isolement de Gaza de l'extérieur. Certains craignaient, notamment au sein du Likoud, que le geste de Sharon n'annonce une série d'autres retraits en Cisjordanie, mais son conseiller

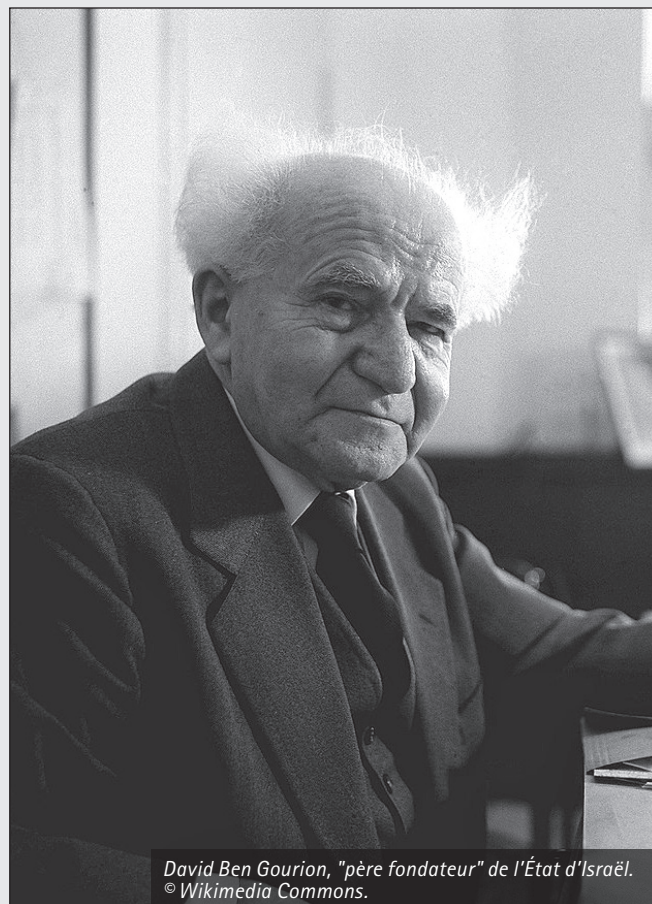
Dov Weisglass avait alors assuré que l'ensemble de l'exercice avait la fonction de « *formol* », pour « *geler le processus de paix* » : « *La signification du plan de désengagement est le gel du processus de paix. Et quand on gèle ce processus, on empêche l'établissement d'un État palestinien, et on empêche une discussion sur les réfugiés, les frontières et Jérusalem. Effectivement, tout ce paquet appelé État palestinien, avec tout ce qu'il implique, a été retiré indéfiniment de notre agenda. Tout cela avec la bénédiction du président [US] et la ratification des deux chambres du Congrès [...]. Ce*

que j'ai effectivement convenu avec les Américains, c'est qu'une partie des colonies ne serait pas du tout traitée, et que le reste ne le serait pas tant que les Palestiniens ne se transformeraient pas en Finlandais. Tel est le sens de ce que nous avons fait. »

NAFTALI BENNETT

Naftali Bennett est apparemment un plus petit poisson que ces figures historiques, mais il y a en lui des éléments de chacune d'entre elles : il a été commandant d'une unité de combat militaire, il appartient au mouvement nationaliste religieux des colons. Bennett est également un entrepreneur dans le domaine de la haute technologie.

Sa personnalité est donc une sorte de combinaison moderne de fondamentalisme religieux et d'ultranationalisme, associée à une nature laïque, « occidentale », « start-up », à laquelle les Israéliens aiment s'identifier. Bennett vit à Ra'anana, une ville située au nord de Tel-Aviv, il ne vit donc pas dans l'une des colonies de Cisjordanie, comme on pourrait s'y attendre (contrairement à Avigdor Liberman, le nouveau ministre des Finances, qui est ouvertement laïc et déteste les juifs religieux ultra-orthodoxes). Néanmoins, en tant que leader d'un



David Ben Gourion, "père fondateur" de l'État d'Israël.
© Wikimedia Commons.

mouvement de colons religieux, Bennett est un leader idéologique des colons. Il représente des criminels de guerre et acclame des crimes de guerre, depuis Ra'anana jusqu'à présent, et désormais depuis le plus haut poste de responsabilité en Israël.

En 2017, Bennett, en tant que ministre de l'Éducation, déclarait la guerre à ceux qu'il appelait les « auto-antisémites » : « *L'auto-antisémitisme est un phénomène socio-psychologique par lequel un juif développe un mépris et une hostilité obsessionnels envers la tradition juive, les coutumes et les juifs pratiquants.* » Il s'agissait d'une réponse aux critiques d'organisations de gauche selon lesquelles « le contenu juif (orthodoxe) s'infiltré de plus en plus dans le système éducatif ».

Toujours en 2017, le journaliste Mehdi Hassan a interviewé Bennett sur *Al Jazeera*. Interrogé sur les Territoires palestiniens occupés, Bennett a répondu à Hassan qu'il devait « *retourner dans le passé et modifier la Bible* », car c'est là que se trouve le — supposé — droit d'Israël à la terre.

Ce n'est en fait pas très différent de Tzipi Hotovely (Likoud), qui, en tant que vice-ministre des Affaires étrangères en 2015, déclarait que « *cette terre est à nous, elle est entièrement à nous — nous ne sommes pas venus ici pour nous en excuser* ». Ce n'est pas non plus différent de la Bible brandie par Ben Gourion devant la Commission royale Peel en 1937, expliquant que c'était le « titre de propriété » de la terre de Palestine.

Cette mythologie religieuse-fondamentaliste de la Bible est centrale pour l'ensemble des sionistes. Mais il y a quand même des nuances de gris : il y a ceux qui sont plus francs à propos de cette mythologie, et ceux qui le sont moins. La rhétorique mise à part, c'est l'orientation colonialiste qui fait la différence sur le terrain. Cette orientation est guidée par l'idéologie, qui est elle-même guidée par la mythologie. Et chez Bennett, la mythologie est une des motivations principales.

Et pourtant, bien que de nombreux sionistes laïques de gauche ne le considèrent pas comme « Notre homme », ils peuvent encore s'identifier à lui en ce qui concerne le militarisme et l'idéologie « start-up », ce qui peut suffire à le rendre présentable et à le considérer comme un partenaire pragmatique qu'ils peuvent psychologiquement

accepter.

NETANYAHOU ET LE RACISME INTRINSÈQUE D'ISRAËL

L'accent mis sur Netanyahu et son renversement peut faire oublier à certains le racisme intrinsèque et constant, et même de plus en plus marqué, de l'État d'Israël et de son système d'apartheid. Mais, espérons-le, les gens commenceront à se rendre compte que tout n'était pas lié à Netanyahu, en réalité. Comme un ami de la revue *Foreign Policy* le disait l'autre jour : « *Je pense que Bennett et consorts vont aggraver la situation de l'État d'Israël aux États-Unis, parce que son comportement ne s'améliorera pas, même après le départ de Netanyahu, et cela pourrait même empirer. Au lieu de tout mettre sur le dos d'un type odieux qui avait dépassé la durée de son séjour, les gens vont commencer à réaliser que le problème est intrinsèque au système dans son ensemble.* »

Beaucoup de gens à gauche semblent penser que ce n'est qu'une phase, expliquant que « d'accord, Bennett est très à droite, mais il était nécessaire de le laisser diriger, pour des raisons tactiques, afin de renverser Netanyahu ». Le centriste Yair Lapid est d'ailleurs censé le remplacer au poste de Premier ministre au bout de deux ans (même si cette coalition est si large et si fragile que peu d'Israéliens lui accordent plus de trois mois).

La durée de la survie de cette coalition ne semble pas vraiment avoir d'importance pour ces gens, car elle pourrait suffire à mettre fin à l'ère Netanyahu. Mais que se passera-t-il lorsque l'ère Netanyahu prendra fin ?

La personne de Netanyahu a été un facteur de division autant que d'unité au sein du Likoud. Gideon Sa'ar¹, qui a quitté le Likoud à la fin de l'année dernière, a certes entraîné avec lui de nombreux votes. Mais, dans l'ensemble, Israël est un État sioniste très majoritairement de droite. Les deux tiers environ du Parlement sont de droite ou de centre-droit, le tout au sein d'un spectre sioniste qui penche naturellement vers la droite avec son nationalisme ethno-racial. Les célébrations de la gauche pourraient bien être prématurées : Netanyahu n'est pas parti, il est maintenant dans l'opposition, et il se peut qu'une nouvelle élection ne tarde pas à arriver en

raison de la fragilité du gouvernement actuel.

Mais admettons, pour les besoins de l'argumentation, que cette étape marque le début de son départ de la politique israélienne. Que signifierait un tel départ ? Il pourrait en réalité permettre une nouvelle unité à droite, non perturbée par les divisions suscitées par la personne de Netanyahu. Reste à voir qui serait la figure unificatrice d'un tel rassemblement, Bennett, Sa'ar ou quelqu'un d'autre, mais les forces politiques sont là et elles sont indubitablement bellicistes.

Au total, rien de ce qui se passe actuellement ne représente un véritable défi face au sionisme. Au contraire, les sionistes de gauche ont tendance à brandir leurs références pour montrer qu'ils sont plus sionistes que la droite, comme le faisait régulièrement le désormais président israélien Isaac Herzog. Cette compétition sur le degré de sionisme a été illustrée par le nom de la coalition de Herzog en 2015, l'« Union sioniste », une union de centre-gauche entre son Parti travailliste et le parti centriste Hatnua (« le Mouvement ») de Tzipi Livni. Herzog, soit dit en passant, est un hypocrite raciste, qui a qualifié de « fléau » les mariages mixtes entre Juifs et non-Juifs aux États-Unis, et qui n'a pas voulu s'en excuser. Au lieu de cela, il a essayé de se défilier en disant que les gens n'avaient pas compris parce qu'il avait dit « fléau » en hébreu, une langue dans laquelle cela signifie autre chose (ce qui n'est pas le cas, croyez-moi).

Il n'y a aucune contestation du racisme sioniste dans tout ce qui se passe actuellement. C'est la même chose, et pire encore. Bennett, un squatteur de terre raciste, fondamentaliste religieux et criminel de guerre, est aujourd'hui à la source de célébrations par la gauche israélienne, parce que certains pensent que le grand changement est arrivé. Mais ce n'est que le nouveau visage d'un apartheid toujours plus fort. □

Traduction J.S.

1. Ex-membre du Likoud, il fut entre autres ministre de l'Intérieur en 2013-2014. Candidat aux primaires du Likoud en décembre 2019, il est battu par Nétanyahou et annonce, moins d'un an plus tard, son départ du parti et la constitution d'une nouvelle organisation, « Nouvel espoir », qui obtiendra un peu moins de 5 % des voix lors des législatives de mars 2021.

Un an d'actions collectives et de succès pour la campagne BDS

PAR PALESTINIAN BDS NATIONAL COMMITTEE

16 ans après son lancement en juillet 2005, la campagne BDS (boycott, désinvestissements et sanctions) continue de se développer à l'échelle internationale. De nombreuses actions collectives ont été menées au cours de l'année écoulée, souvent avec succès. Voici une sélection de 20 d'entre elles.

1. Le soutien mondial à la campagne #UNInvestigateApartheid : l'appel palestinien à l'ONU pour enquêter sur l'apartheid israélien et imposer des sanctions pour y mettre fin, comme cela a été fait contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, a reçu un soutien massif de la société civile internationale. Parmi les signataires figurent 452 organisations de la société civile dans le monde, dix anciens présidents d'Amérique latine et d'Afrique, 720 parlementaires, diplomates et personnalités culturelles.

2. Des appels croissants en faveur de sanctions : des dirigeants politiques et des personnalités du monde entier ont appelé à des sanctions à l'encontre d'Israël pour mettre fin à son annexion formelle et de facto des terres palestiniennes. Parmi eux, le Conseil œcuménique des Églises et, au Royaume-Uni, des députés, le Trades Union Congress et des artistes de premier plan.

3. Des dirigeants arabes appellent à des sanctions : des dizaines de dirigeants arabes — anciens Premiers ministres, ministres et diplomates, personnalités de la culture et de la société civile — appellent à « un large éventail de sanctions effectives » pour contrer l'apartheid et l'annexion illégale d'Israël.

4. L'ONU publie une base de données sur les colonies : l'ONU a publié une liste très attendue de 112 entreprises complices de la politique de colonisation illégale d'Israël, un

premier pas concret vers la responsabilisation des entreprises israéliennes et internationales qui permettent les graves violations des droits des Palestiniens par Israël. La Confédération syndicale internationale (CSI), qui représente 200 millions de travailleurs dans 163 pays, a appelé les entreprises figurant sur la liste de l'ONU à « *mettre fin à leur présence illégale [...] sur la terre palestinienne* ». Néanmoins, de nombreuses entreprises complices ne figurent pas encore dans la base de données et doivent y être ajoutées. Par exemple, plus de 100 organisations demandent à l'ONU d'ajouter Hewlett Packard Enterprise (HPE) à la base de données pour sa complicité dans les colonies israéliennes.

5. La guerre juridique d'Israël subit des défaites : la guerre juridique (lawfare) d'Israël contre BDS a subi des revers importants. Réprimandant le gouvernement français, la Cour européenne des droits de l'homme a statué que la promotion du boycott des produits israéliens relève de la liberté d'expression protégée par la Convention européenne des droits de l'homme. Un tribunal allemand a décidé que la ville de Munich ne pouvait pas refuser un espace public aux groupes BDS pour leurs événements. Aux États-Unis, les tentatives incessantes, soutenues par le lobby pro-israélien, de censurer et de punir l'American Studies Association (ASA) pour son soutien au boycott universitaire d'Israël, a une fois de plus échoué devant les tribunaux.

6. La Cour suprême du Royaume-Uni soutient le désinvestissement local : la Cour suprême du Royaume-Uni, dans une décision historique, a rétabli le droit des fonds de pension des autorités locales à désinvestir des entreprises complices de violations des droits humains en Israël, rejetant les restrictions gouvernementales illégales.

7. Un soutien progressiste croissant aux droits des Palestiniens et au mouvement BDS aux USA : des représentants du Congrès US appellent à conditionner le financement militaire d'Israël ; 22% des Américains juifs de moins de 40 ans soutiennent un boycott total d'Israël ; Alexandria Ocasio-Cortez s'est retirée d'un événement célébrant Yitzhak Rabin, qui a mené un nettoyage ethnique et une répression violente du peuple palestinien ; la membre du Congrès Cori Bush, qui soutient le mouvement BDS, a été élue malgré la campagne de diffamation du lobby pro-israélien.

8. De grandes institutions financières se désengagent : de plus en plus de grandes institutions financières ont désinvesti leurs fonds des entreprises impliquées dans les crimes d'Israël contre les Palestiniens. Le fonds de pension néerlandais ABP s'est désengagé de deux banques israéliennes finançant les colonies, et la société norvégienne Storebrand s'est désengagée de quatre entreprises profitant de l'occupation illégale d'Israël.

9 Le boycott culturel et la lutte contre le pinkwashing progressent : le soutien au boycott des institutions culturelles israéliennes complices a augmenté. Plus de 170 réalisateurs de films se sont engagés à ne pas participer au festival de films LGBT TLVFest, parrainé par le gouvernement israélien. Dix-neuf participants au TLVFest 2020 se sont retirés, dont huit cinéastes brésiliens. Docaviv, le festival international du film documentaire de Tel Aviv 2020, qui s'associe à des ministères du gouvernement israélien, a également été secoué par quatre annulations de la part de cinéastes et d'invités internationaux.

10. La semaine de l'apartheid israélien intégrée aux campagnes antiracistes : plus de 100 groupes européens se sont joints à un appel palestinien visant à coordonner les événements annuels de la Semaine contre l'apartheid israélien (Israeli Apartheid Week) avec les activités marquant la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. La Semaine contre l'apartheid israélien s'est déroulée dans le monde entier, malgré la pandémie de Covid-19, avec de nombreux événements qui ont dû être organisés en ligne.

11. Victoires du désinvestissement sur les campus : l'université de Manchester (Royaume-Uni) a désinvesti près de 2 millions de livres sterling d'entreprises complices de l'oppression d'Israël. Aux États-Unis, les étudiants de l'université de Columbia, de l'université de l'Illinois Urbana-Champaign et de l'université d'État de San Francisco ont tous voté pour le désinvestissement de l'apartheid israélien.

12. Victoires dans la campagne de boycott de Puma : la plus grande université de Malaisie, Universiti Teknologi MARA (UiTM), a mis fin à un contrat de sponsoring avec Puma en raison du soutien de la société aux colonies israéliennes illégales. Le club de football britannique de Championship League Luton Town FC a cessé d'être fourni par Puma, tout comme le club de football britannique Chester FC. Dans un moment de franchise, un avocat de Puma a résumé l'impact de la campagne à un organisateur du boycott en disant : « Vous nous rendez la vie misérable. »

13. Les artistes arabes s'opposent à la normalisation engagée par les Émirats arabes unis : près de 100 artistes arabes, y compris palestiniens, ainsi que 17 groupes et organisations culturelles se sont engagés à boycotter toutes les activités culturelles parrainées par le régime des Émirats arabes unis en raison de sa politique de normalisation des relations avec Israël. Parmi les signataires figurent de grands noms du cinéma, de la musique, de la photographie, des arts du spectacle et des arts visuels, entre autres domaines.

14. G4S perd des contrats : le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et une société multinationale jordanaise — qui a demandé à rester anonyme — ont décidé de ne pas renouveler leurs contrats avec G4S en 2020. G4S, la plus grande entreprise de sécurité au monde, a un long passé d'implication dans des violations des droits de l'homme dans le monde entier, y compris dans la gestion de l'Académie de police d'Israël à Jérusalem, qui forme les forces de police d'Israël, avec un long passé d'implication dans des crimes de guerre.

15. Développement des « zones sans apartheid » (« Apartheid Free Zones ») : malgré la pandémie de Covid-19, les zones sans apartheid (ZSA) continuent de se multiplier et de mobiliser les communautés. En Italie, le nombre d'activités commerciales, de centres culturels et sportifs et d'associations qui se sont déclarés « sans apartheid » israélien est passé à plus de 200. Plus de 100 « zones sans apartheid » à travers l'Europe ont dénoncé le #CoronaRacism, y compris celui d'Israël. Au Chili, la Fédération des étudiants de l'Université Australe s'est déclarée « zone sans apartheid », tout comme dix associations d'étudiants de l'Université Complutense de Madrid.

16. Victoires du #DroitAuBoycott : malgré l'intensification des tentatives d'Israël et de ses alliés d'extrême droite pour réprimer le mouvement BDS, les militants des droits humains ont remporté de nombreuses victoires dans le cadre de #RightToBoycott. Une puissante mobilisation mondiale a poussé Israël à libérer le coordinateur général du mouvement BDS, Mahmoud Nawajaa, après 19 jours de détention sans charge. Le gouvernement écossais

a réprimandé le gouvernement britannique en déclarant que les institutions publiques, les organisations ou les individus écossais devraient être libres de débattre, d'approuver ou de mettre en œuvre le mouvement BDS. Aux États-Unis, seule une petite fraction des projets de loi visant celles et ceux qui défendent les droits des Palestiniens ont été adoptés en raison de l'opposition de la population.

17. Le soutien à l'embargo militaire grandit : 10 000 personnes ont demandé à l'UE de ne plus utiliser les drones de la société israélienne Elbit Systems ; Liverpool et Séville ont annulé d'importantes foires aux armes incluant Elbit Systems suite à l'opposition locale dans les deux villes ; et Microsoft s'est désengagé de la société israélienne de reconnaissance faciale AnyVision, qui aide Israël à maintenir son régime d'apartheid sur les Palestiniens.

18. Pressions exercées sur CAF pour qu'elle abandonne le tramway colonial : 70 groupes basques ont demandé à la société CAF de se retirer du projet illégal de tramway de Jérusalem, qui permet à Israël de poursuivre ses politiques coloniales et d'apartheid, et huit syndicats norvégiens ont demandé que CAF soit exclue des marchés publics.

19. Lancement du boycott d'AXA : 10 000 personnes et 250 organisations se sont engagées à boycotter AXA en raison de ses investissements dans les banques israéliennes qui permettent l'occupation et l'apartheid d'Israël.

20. Artistes, universitaires et organisations culturelles s'opposent à la réduction au silence des défenseurs des droits des Palestiniens en Allemagne : 375 universitaires et artistes se sont opposés, en vertu du droit international, aux tentatives de censure en Allemagne, qui visent à réduire au silence les défenseurs des droits des Palestiniens. En outre, 32 organisations culturelles allemandes de premier plan ont critiqué la résolution anti-BDS 2019 du Parlement allemand, déclarant qu'« au lieu de réduire l'antisémitisme, la résolution a étouffé le débat d'idées [...] et la liberté d'expression dans les arts », qui sont tous deux protégés par la Constitution. □

Université d'été 2021

« En finir avec le macronavirus antisocial et autoritaire, vite, une alternative anticapitaliste » est le slogan de la prochaine université d'été du NPA, qui sera également l'occasion du lancement de la campagne pour l'élection présidentielle de Philippe Poutou

Depuis notre précédente université d'été, la poursuite de la pandémie de Covid-19, ici et à l'échelle de la planète, a continué d'imprimer sa marque sur nos vies et sur l'ensemble de la situation sociale et politique. À chacune des étapes, la politique de Macron et de son gouvernement a fait faillite, en raison de sa totale soumission aux intérêts des capitalistes.

Alors que ceux-ci veulent faire payer les conséquences économiques de cette crise au monde du travail, le gouvernement de Castex et Darmanin s'est lancé dans une fuite en avant raciste et liberticide. Le RN de Marine Le Pen n'a plus qu'à attendre son heure...

Notre camp social ne s'est pas résigné. Nous avons repris la rue avec les travailleurEs de la culture contre la réforme de l'assurance chômage, avec la jeunesse des quartiers en solidarité avec la Palestine, avec les femmes et les personnes LGBTI pour l'accès à la PMA et l'égalité des droits, avec les jeunes mobilisés pour la justice climatique...

Nous n'attendons pas les urnes en 2022 pour combattre Macron et son monde — même si nous voulons aussi nous y faire entendre!

Meeting de rentrée du NPA dans un contexte de campagne présidentielle, rencontres internationales et invitéEs venus d'horizon divers, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Notre université d'été reste

plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes et du mouvement social, dans une

ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

TARIFS PAR PERSONNE

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1 000 €	144 €
entre 1 000 € et 1 220 €	168 €
entre 1 220 € et 1 320 €	200 €
entre 1 320 € et 1 420 €	224 €
entre 1 420 € et 1 720 €	264 €
entre 1 720 € et 2 020 €	300 €
entre 2 020 € et 2 520 €	320 €
entre 2 520 € et 3 000 €	356 €
entre 3 000 € et 3 500 €	396 €
entre 3 500 € et 4 000 €	448 €
supérieur à 4 000 €	504 €
Enfants	Tarifs
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 21 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 26 août inclus.

MODALITÉS DE PAIEMENT

Le paiement des arrhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.

- **Carte bancaire** (à l'adresse: nouveau-partianticapitaliste.org/UE2021)
- **Chèques** (à l'ordre de « NPA Souscription »)
- **Chèques-vacances** (à l'ordre de « Rives des Corbières »)
- **Bons CAF et aides diverses** (nous consulter avant l'inscription)

Au vu de la situation sanitaire et de la limitation de nos capacités d'accueil, merci de vous inscrire le plus rapidement possible

**DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS:
DIMANCHE 15 AOÛT 2021**

INSCRIPTION EN LIGNE: NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG/UE2021

FORMULAIRE D'INSCRIPTION

NOM:

PRÉNOM:

ÂGE:

(Attention: les mineurEs venant seuls doivent fournir dès l'inscription une autorisation parentale)

SEXE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

EMAIL: (écrire lisiblement)

NOMBRE D'ADULTES INSCRITS:

NOMBRE D'ENFANTS INSCRITS:

DATE(S) DE NAISSANCE DES ENFANTS INSCRITS:

Souhaitez vous que vos enfants soient gardés en journée ?

OUI

NON

SOMME TOTALE DUE:

MONTANT DE L'ACOMPTE

(la moitié de la somme due):

Avec qui l'hébergement est-il souhaité ? (Attention, précisez impérativement si la distanciation physique est nécessaire dans le logement):

Autres indications (mixité possible ou non, couche-tôt, problèmes particuliers...):

Pour les personnes handicapéEs, précisez si des aménagements particuliers sont nécessaires pour l'hébergement (chambre aménagée, accompagnement, etc.).

Merci de renseigner toutes les demandes pour vous accueillir au mieux, en particulier en ce qui concerne le logement au vu des conditions d'accueil exceptionnelles liées à la crise sanitaire. La confirmation d'inscription est envoyée uniquement par mail.